



MICHAEL SCHUMACHER



**F1 LE GRAND PRIX DES ÉTATS-UNIS**

**DOUBLÉ FERRARI**  
SCHUMI RELANCE LA COURSE AU CHAMPIONNAT DES PILOTES

LA GUIGNE S'ACHARNE SUR VILLENEUVE  
SPORTS PAGE 4

*Cocorico, deux fois*  
PIERRE FOGLIA AU TOUR DE FRANCE  
SPORTS PAGES 2 ET 3

**PÉNURIE DE POLICIERS**

L'École nationale de la police du Québec ne suffit plus à la demande

ANABELLE NICOUD ET JEAN PAUL CHARBONNEAU

Départs à la retraite, professionnalisation des corps de police, trop faibles nombre de diplômés de l'École nationale de police du Québec, mais aussi application de nouvelles lois et resserrement de la sécurité face à la menace terroriste...

De la GRC à la police de Montréal, plusieurs centaines de postes seront à pourvoir dans les prochaines années. Les corps de police s'organisent pour attirer une denrée rare : l'aspirant policier. « De gros besoins, vous dites ? C'est du jamais vu ! » Ce cri du coeur, c'est le sergent chargé du recrutement au Québec pour la

GRC qui le pousse. Pour l'année à venir, la Gendarmerie royale du Canada doit pourvoir au moins 60 postes au Québec. La situation n'a rien d'unique : au Service de police de Montréal (SPVM), on est toujours à la recherche de 158 policiers temporaires pour l'été, et 300 policiers manquent au Québec chaque année. « Selon les directions des servi-

ces de police, il y a vraiment une pénurie. L'École nationale ne suffit pas à fournir de nouveaux candidats, explique Denis Côté, président de la Fédération des policières et policiers municipaux du Québec. On parle d'un besoin de 900 policiers, alors que l'École n'en fournit que 600 par année. »

> Voir PÉNURIE en page A6

**Le Hamas dans le collimateur d'Israël**



PHOTO HATEM MOUSSA, AP

Le premier ministre Ismail Hanyeh (à gauche) et le président Mahmoud Abbas (à sa droite) sont venus constater hier les dégâts causés par le missile israélien qui avait frappé plus tôt le bâtiment abritant les bureaux de M. Hanyeh, à Gaza.

**« Nous ferons tout pour libérer le soldat capturé », prévient Ehud Olmert**

SAKHER ABOU EL-OUN AGENCE FRANCE-PRESSE

GAZA – Les menaces israéliennes contre le Hamas se sont faites hier de plus en plus pressantes à mesure que s'effaçait l'espoir d'une solution négociée pour le soldat israélien capturé, après un raid aérien contre les bureaux du premier ministre palestinien Ismail Haniyeh. Le bras armé du Hamas a mis en garde Israël contre des représailles sur les infrastructures et bâtiments gouvernementaux si la campagne de raids aériens se poursuivait. « Les brigades Ezzedine al-Qasam mettent l'ennemi sioniste en garde. Si ses opérations conti-

nent, nous frapperons les cibles de l'occupation que nous nous retenions d'attaquer auparavant », selon leur porte-parole, Abou Obeida. La nuit dernière, l'aviation israélienne a néanmoins mené des raids visant des locaux et un dépôt de fabrication de roquettes des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah du président Mahmoud Abbas, dans la ville de Gaza et à Beit Hanoun, selon une porte-parole israélienne. Pour leur part, des sources sécuritaires et médicales palestiniennes ont indiqué que quatre Palestiniens avaient été blessés la nuit dernière dans un raid aérien israélien contre un bureau du mou-

vement islamiste Hamas à Gaza et des tirs d'obus dans le nord de la bande de Gaza. L'attaque israélienne contre les bureaux du premier ministre Haniyeh marque une nouvelle étape dans les pressions militaires exercées pour contraindre le Hamas, qui dirige le gouvernement, à agir pour la libération d'un soldat israélien enlevé le 25 juin à la lisière de la bande de Gaza. « J'ai donné ordre à l'armée et aux forces de sécurité d'agir avec toute leur puissance pour poursuivre les terroristes, leurs idéologues et ceux qui leur offrent protection », a affirmé le premier ministre israélien, Ehud Olmert. > Voir HAMAS en page A12

**DISCRIMINATION FONDÉE SUR LE SEXE**

**Un club de golf de Laval pris en défaut**

HUGO DE GRANDPRÉ

L'un des derniers vestiges québécois de la discrimination envers les femmes au golf pourrait disparaître. Une actionnaire du très sélect club Laval-sur-le-Lac a fait parvenir une mise en demeure au conseil d'administration. Elle demande de permettre l'accès du Café des messieurs aux femmes. Ce café est réservé à l'usage exclusif des membres masculins du club, qui peuvent y siroter un verre, manger, regarder la télévision et discuter entre mâles. Selon ce que La Presse a appris, le club Laval-sur-le-Lac serait l'un des derniers, sinon le dernier de la province à disposer d'une telle salle. Plus tôt cette année, le Club de golf Kahnawake s'est départi de la sienne à la suite de pressions.

> Voir GOLF en page A12



**GUERRE CIVILE AU CONGO**  
« UN TSUNAMI POUR LES ENFANTS »  
PAGE A3

**COSTELLO CHEZ TOUSSAINT TOUSSAINT CHEZ COSTELLO**  
CAHIER JAZZ  
PAGES 1 ET 2

**MATCH DU MOIS MACHINES À BRONZER**  
CAHIER L'AUTO  
PAGE 8



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
Québec fêtera son 400<sup>e</sup> en 2007.  
Vous pouvez déjà commencer à vous garer.  
Venez voir mon blogue!  
cyberpresse.ca/laporte

**SOMMAIRE**

Astrologie du jour	AFFAIRES 8
Bandes dessinées	AFFAIRES 10
Décès	AFFAIRES 8 et 9
Forum	A 11
Horaires télévision	ARTS 2
Loteries	A 7
Monde	A 10
Mots croisés	AFFAIRES 8 et 10
Mot mystère	AFFAIRES 10
Observateur	AFFAIRES 6
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 6
Quoi faire	ARTS 6

**Météo**

Généralement ensoleillé, maximum 27, minimum 19, plus de détails en page SPORTS 8



LES GRANDS CONCERTS TD Canada Trust Enregistrés par 93.5 LA PRESSE

**GONZALES**  
PIANOVISION

Le retour du pianiste prodige encensé par la critique !

THÉÂTRE MAISONNEUVE, PdA  
7 JUILLET, 18 H

EN PERSONNE : Spectrum de Montréal  
318, Rue Sainte-Catherine Ouest

Théâtre Maisonneuve Place des Arts  
514 842.2112 1 866 842.2112  
www.pda.qc.ca Réseau Admission 514 796.1245

Info Jazz Bell  
514 871-1881 1 888 515-0515  
www.montrealjazzfest.com

## ACTUALITÉS

Le lancement de *Discovery* reporté

MARCIA DUNN  
ASSOCIATED PRESS

CAP CANAVERAL — Le lancement de la navette *Discovery* a été de nouveau reporté hier en raison d'un temps orageux au-dessus de Cape Canaveral.

Des responsables de la NASA ont déclaré qu'un nouvel essai serait programmé pour demain, les conditions météorologiques s'annonçant meilleures malgré la possibilité de pluie. L'agence spatiale américaine a déjà renoncé au tir samedi à cause de la présence de nuages orageux sur la Floride.

Faisant allusion au fait que demain sera le 4 juillet, fête nationale aux États-Unis, le directeur du lancement, Mike Leinbach, a jugé que ce serait « un bon jour pour le lancement ». Hier, le compte à rebours a été interrompu à moins d'une heure de la fin. Ces reports coûtent plus de 2 millions de dollars en carburant et heures supplémentaires.

Les fenêtres de lancement sont étroites car *Discovery* doit intercepter la Station spatiale internationale (SSI).

Ce sera le deuxième envoi d'une navette, après un premier en juillet 2005, depuis l'explosion de *Columbia* avec ses sept membres d'équipage à bord en 2003.

#### Feu vert

Le patron de la NASA, Michael Griffin, a donné le feu vert à cette mission de 12 jours en dépit des



PHOTO JOE SKIPPER, REUTERS

Lisa Nowak salue le personnel de la navette alors qu'elle se dirige vers le vaisseau spatial en compagnie des ses coéquipiers Stephanie Wilson (à gauche), Thomas Reiter (deuxième à gauche) et Piers Sellers (à droite) au centre spatial Kennedy, de Cape Canaveral.

inquiétudes exprimées par deux haut responsables de l'agence.

Ceux-ci souhaitent que

soient d'abord achevés les travaux sur le revêtement isolant du réservoir extérieur, qui

empêche la formation de glace ou de givre sur cette partie une fois effectué le remplissage en

carburant, extrêmement froid. Le 1<sup>er</sup> février 2003, la navette *Columbia* s'était désintégrée à son retour dans l'atmosphère terrestre, sa protection thermique percée par des morceaux de mousse isolante.

Malgré les modifications opérées sur le réservoir extérieur depuis, des bouts du revêtement se sont à nouveau détachés, mais Michael Griffin a estimé que le risque éventuel concernerait le vaisseau et non l'équipage, donc les sept membres pourront se réfugier à bord de la SSI en cas d'incident.

Une fois en orbite, l'équipage de *Discovery* amènera du ravitaillement à la SSI, notamment de l'équipement, et testera des techniques d'inspection et de réparation en orbite de la protection thermique de la navette. Le spationaute allemand Thomas Reiter, de l'Agence spatiale européenne (ESA), prendra place quant à lui à bord de la SSI pour six mois, effectuant ainsi le premier séjour de longue durée d'un Européen dans la station.

La mission devrait donner lieu à deux, voire trois sorties dans l'espace, assurées par l'Américain Piers Sellers et le Britannique Mike Fossum.

La NASA espère pouvoir ajouter une journée à la mission afin de tester des techniques de sortie dans l'espace pour réparer d'éventuels dommages causés au revêtement thermique de *Discovery*.

## Les Canadiens devraient être fiers

JONATHAN MONTPETIT  
PRESSE CANADIENNE

Au moment où la fête du Canada bat son plein, l'innovation canadienne sera bientôt en vedette alors que la navette spatiale *Discovery* s'apprête à retourner en orbite.

Mais les Canadiens ne sont pas toujours aussi fiers qu'ils le devraient du rôle que jouent leur pays dans l'exploration de l'espace, affirment deux des astronautes canadiens les plus réputés.

Bien que le Canada collabore au programme spatial américain depuis près de quatre décennies, plusieurs Canadiens ont tendance à sous-estimer la contribution de leur pays dans le domaine de l'espace, soutient Julie Payette, astronaute en chef pour l'Agence spatiale canadienne (ASC).

« Parfois nous ne sommes pas assez fiers, a déclaré M<sup>me</sup> Payette à la Presse Canadienne samedi, en Floride, quelques minutes avant que la NASA ne décide de reporter le lancement de *Discovery* à cause du mauvais temps. Nous sommes un gros joueur. Nous avons des gens très compétents et nous sommes des partenaires. Et pour moi, c'est cela le Canada. »

Le chef des stations spatiales pour la NASA, l'astronaute canadien Chris Hadfield, abonde dans le même sens.

Interviewé au quartier général de l'Agence spatiale à Longueuil, il trouve important que les Canadiens réalisent l'importance de l'expertise canadienne pour les voyages dans l'espace.

On ne peut pas lancer *Discovery* sans la technologie canadienne, a-t-il dit, faisant allusion au bras manipulateur Canadarm 2, une version améliorée du bras robotique, qui peut maintenant, à l'aide de caméras, examiner la navette pour y déceler des traces de dommages à la suite du décollage, une étape devenue nécessaire après la tragédie de *Columbia* en 2003.

Toujours selon M. Hadfield, la plupart des principales décisions impliquant le bras manipulateur relèveront des Canadiens travaillant dans les salles de contrôle de mission de la NASA à Houston.

Et pour la toute première fois, il y aura une salle de contrôle auxiliaire au quartier général de l'ASC.

« Pour la première fois au cours d'une mission de la navette, nous contrôlerons le bras (...) d'ici, de Montréal, a-t-il ajouté.

Jusqu'à épuisement des stocks

Prix d'achat au comptant\*

15 395 \$

AERIO BERLINE 2006  
Climatiseur. Jantes en aluminium. Glaces et serrures électriques. Coussins gonflables avant et latéraux. AM/FM/lecteur CD/MP3 avec 6 haut-parleurs. Déverrouillage à distance.



Prix d'achat au comptant\*

13 995 \$

AERIO SE 2006  
Climatiseur. Meilleure note au test de collision frontale - IIHS. Consommation - ville: 9,4 L/100 km, route: 7,0 L/100 km.\* AM/FM/lecteur CD/MP3 avec 6 haut-parleurs. Traction intégrale disponible avec l'Aerio SX. 15 ans d'assistance routière avec kilométrage illimité inclus.



Prix d'achat au comptant\*

10 995 \$

SWIFT+ 2006  
Voiture de l'équipe gagnante du Championnat canadien de rallye 2004 et 2005. Coussins gonflables avant et latéraux. Consommation - ville: 9,1 L/100 km, route: 6,2 L/100 km.\* AM/FM/lecteur CD avec 4 haut-parleurs. 15 ans d'assistance routière avec kilométrage illimité inclus.



PROGRAMME  
SUZUKI  
POUR LES  
DIPLOMÉS

**SUZUKI**  
Un mode de vie!

suzuki.ca

VILLE-MARIE SUZUKI Montréal (514) 598-8666  
ST-HUBERT SUZUKI St-Hubert (450) 676-0239  
HYMUS SUZUKI Dorval (514) 685-5370  
CARREFOUR SUZUKI Ste-Rose (450) 625-1114  
GIROUX LABELLE SUZUKI Ste-Agathe (819) 326-1615  
LANGEVIN SUZUKI St-Eustache (450) 623-6431  
PARCOURS SUZUKI St-Jérôme (450) 438-3528  
G/S SUZUKI AUTOMOBILES Shawinigan (819) 539-5438

LONGUEUIL SUZUKI Longueuil (450) 670-5708  
VISION SUZUKI AUTOMOBILES Victoriaville (819) 758-6461  
LACHUTE SUZUKI Chatham (450) 562-0262  
LASALLE SUZUKI AUTOMOBILES LaSalle (514) 368-8277  
SUZUKI REPENTIGNY Repentigny (450) 585-9950  
PARENT SUZUKI Drummondville (819) 478-8181  
NAPIERVILLE SUZUKI Napierville (450) 245-0606  
ST-HYACINTHE SUZUKI St-Hyacinthe (450) 774-1332  
CONCEPT SUZUKI Granby (450) 372-2007

SUZUKI DE LAVAL Laval (450) 682-4000  
GRENIER SUZUKI Terrebonne (450) 961-2886  
RENDEZ-VOUS SUZUKI Brossard (450) 466-2065  
SUZUKI DE L'OUTAOUAIS Hull (819) 771-1900  
SHERBROOKE SUZUKI Rock Forest (819) 340-1200  
LAROCHELLE SUZUKI Trois-Rivières (819) 375-7111  
SUZUKI SOREL-TRACY Sorel-Tracy (450) 746-4774



PHOTO GEORGE MULALA, REUTERS

Un homme enterre son enfant de 1 an dans un camp de réfugiés. Au cours des six dernières années, des quatre millions de personnes mortes en raison de la guerre, 40 % étaient des enfants.

# « UN TSUNAMI POUR LES ENFANTS »

## En six ans, la guerre civile a fait 4 millions de morts au Congo

LAURA-JULIE PERREAULT

**Des garçons forcés par des groupes armés de tuer leur mère devant toute leur famille. De violer leurs soeurs. Des fillettes de 9 ans données en mariage et en esclavage sexuel à des commandants de groupes armés. Des enfants qui meurent de malnutrition, de manque de soins.**

« La guerre au Congo, c'est comme un tsunami toutes les semaines pour les enfants », explique le président d'UNICEF Canada, Nigel Fisher, de passage à Montréal. Il vient tout juste de rentrer d'une mission en République démocratique du Congo.

Selon lui, ce conflit, qui perdure depuis plus de 40 ans, a donné lieu à la plus grande crise huma-

nitaire touchant les enfants dans le monde. « Au cours des six dernières années, il y a eu 4 millions de morts. Des morts directement ou indirectement liés à la guerre, dont 40 % sont des enfants », note-t-il.

Ces statistiques accablantes sont accompagnées d'histoires de violence sans nom perpétrées à l'endroit des 30 000 enfants « mobilisés » par les groupes armés. « J'ai rencontré des jeunes filles qui ont réussi à fuir leur mariage. Elles ont 11 ou 12 ans. La plupart sont enceintes. Quand elles réussissent à s'en sortir, elles sont reniées par leur famille », témoigne-t-il.

Le climat de violence balaie tout le pays. « Même dans les villages, la violence ambiante finit par engendrer la violence sexuelle.

Les viols se multiplient dans les communautés », raconte ce travailleur humanitaire depuis plus de 20 ans.

**Lumière au bout du tunnel ?**

Mais, étrangement, c'est rempli d'espoir que le président

nementaux qui, malgré l'échec de l'État, réussissent à faire avancer des choses. » Il a rencontré des avocates qui poursuivent les violeurs. Des travailleuses sociales et des femmes psychologues qui travaillent auprès des enfants-soldats démobilisés. « Les femmes savent

la population canadienne. « Nous aimerions que les Québécois se sentent engagés. Qu'ils voient qu'on peut encore changer les choses », lance-t-il.

À la tête d'UNICEF Canada depuis sept mois, Nigel Fisher reconnaît que l'organisation qu'il dirige est peu visible au Québec depuis quelque temps. « La fermeture de notre magasin de la rue Saint-Denis nous a privés d'une certaine visibilité. » Il prévoit remédier à ce problème au cours des prochains mois. « L'UNICEF, ce n'est pas seulement la collecte de fonds de l'Halloween. Nous allons être plus présents dans les écoles. Plaider partout la cause des enfants », lance-t-il.

**« Ce qui me donne de l'espoir, c'est qu'il y a des groupes non gouvernementaux qui, malgré l'échec de l'État, réussissent à faire avancer des choses. »**

d'UNICEF Canada est rentré de sa mission, qu'il l'a aussi mené au Rwanda – frappé par le sida – et au Kenya – en pleine sécheresse. « Ce qui me donne de l'espoir, c'est qu'il y a des groupes non gouver-

trouver des solutions aux problèmes posés par les hommes », ironise-t-il.

Son enthousiasme pour le travail des ONG du Congo, il aimerait maintenant le transmettre à



PHOTO JACKY NAEGELEN, REUTERS

Fuyant la violence, des familles sont forcées d'aller dans des camps de réfugiés.



PHOTO FINBARR O'REILLY, REUTERS

Les 30 000 enfants mobilisés par les groupes armés sont souvent victimes de violence.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Charles Charbonneau (en haut) et Martin Pommerleau (en bas à gauche) montent un meuble dans le nouvel appartement de ce dernier, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

# 180 ménages sans logement

MARIO GIRARD

À la suite du grand week-end de déménagements qui vient de toucher le Québec, 180 ménages, comparativement à 250 l'an dernier, sont toujours sans logement. Selon des données compilées par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), près de 350 ménages ont, au cours des derniers jours, fait l'objet d'un suivi de la part de municipalités et d'organismes communautaires. La moitié a pu trouver un logement.

À Montréal, des 199 ménages qui ont bénéficié d'une aide particulière, 112 sont toujours sans logis. Les autres personnes à la recherche d'un logement se trouvent à Sherbrooke, Québec, Gatineau, Laval, Lévis et Longueuil.

Au cours d'un point de presse hier à Montréal, Marie-Josée Corriveau, organisatrice du FRAPRU, a lancé un signal d'alarme au gouvernement de Jean Charest. « On reconnaît les efforts faits par le gouvernement, mais c'est nettement insuffisant, dit-elle. On demande donc au gouvernement de recommencer à construire des HLM. Ça fait maintenant 12 ans qu'on a cessé d'en bâtir. »

Actuellement, au Québec, 35 000 ménages sont sur des



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

David Lafrenière, Elizabeth Noël et Christian C. Bourdon (à gauche) prennent une pause dans la rue en attendant le camion de déménagement pour quitter leur appartement du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

listes d'attente de HLM. À Montréal, ils sont près de 24 000.

Muni d'une pile de dossiers,

François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, a fourni des détails sur la situation de ces locataires

présentement à la recherche d'un logement. « Ce sont des gens qui habitaient des logements trop

petits, des gens qui ont eux-mêmes résilié un bail, d'autres qui partageaient un logement avec des amis ou de la famille et, enfin, des locataires qui ont dû partir pour non-paiement. Nous avons de nombreux cas dans cette catégorie », a-t-il dit.

## Finis le grand déménagement du 1<sup>er</sup> juillet

Par ailleurs, la CORPIQ, qui représente les propriétaires de logements du Québec, a décidé de faire pression auprès de ses membres pour que le renouvellement des baux soit dorénavant échelonné sur quatre mois au lieu de se faire seulement en juillet, comme c'est la tradition au Québec.

Selon le président de l'organisme, Luc Courtemanche, le Québec peut difficilement se permettre que plus de 200 000 ménages changent simultanément de logement. M. Courtemanche soutient notamment que les locataires se font « rouler » en ce qui a trait aux frais de déménagement, qui explosent en juin et juillet en raison de la trop forte demande.

La CORPIQ incite les propriétaires à répartir l'échéance des baux de mai à septembre afin d'améliorer la situation.

Avec la Presse Canadienne

# Cols bleus : Montréal retourne en arbitrage

SÉBASTIEN RODRIGUE

Même si le dernier arbitrage concernant la convention collective du syndicat des cols bleus a tourné au vinaigre, la Ville revient à la charge en demandant cette fois à un arbitre de fixer certaines conditions de travail de ses employés dans les arrondissements.

Les arrondissements de Saint-Laurent et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles ont récemment déposé une demande d'arbitrage au ministère du Travail, a appris *La Presse*. Selon Jean-Yves Hinse, directeur des relations professionnelles de la Ville de Montréal, plusieurs autres arrondissements attendent la conclusion de ces deux arbitrages avant d'emboîter le pas.

Les arrondissements espèrent régler deux choses: les horaires de travail et le recours à la sous-traitance. La semaine de travail a déjà été fixée à 36 heures réparties sur quatre jours. Les

arrondissements souhaiteraient notamment introduire des horaires plus flexibles.

La Ville souhaite aussi clarifier les règles concernant la sous-traitance. Selon la décision arbitrale, la Ville peut confier un certain pourcentage de contrats à des firmes privées en se basant sur les contrats accordés entre 1999 et 2001. Ce pourcentage est toutefois difficile à calculer, selon la Ville.

Les arrondissements se sont tournés vers l'arbitrage parce que le syndicat n'a pas répondu aux invitations qu'on lui a lancées. « Le syndicat ne veut pas négocier sur une base locale même si nous lui disons qu'il n'a pas le choix selon la charte », précise Jean-Yves Hinse. Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal. Son président, Michel Parent, est en vacances.

En octobre 2004, l'arbitre Gilles Lavoie a imposé aux cols bleus de Montréal une convention collective qui reprenait largement

les propositions de la Ville de Montréal. Cette décision tenait aussi compte des changements à la Charte de la Ville de Montréal autorisant les arrondissements à négocier 17 points. Faut de négociations, les deux parties peuvent avoir recours à l'arbitrage pour régler ces 17 points.

Le dernier arbitrage avait conduit à une longue contesta-

tion et à des moyens de pression. Le syndicat tente toujours d'invalider la sentence arbitrale devant les tribunaux. La Cour suprême doit d'ailleurs annoncer à l'automne si elle entendra la cause du syndicat.

Les employés ont même défié des ordonnances du Conseil des services essentiels. La Ville a aussi imposé des mesures dis-

ciplinaires aux cols bleus qui avaient participé à une manifestation devant l'hôtel de ville en février dernier.

M. Hinse pense que ce nouvel arbitrage promet d'être moins houleux que le précédent. Le directeur des relations professionnelles croit que la politique de tolérance zéro pratiquée par la Ville porte ses fruits.

## LES 17 POINTS NÉGOCIÉS PAR LES ARRONDISSEMENTS

- > Les libérations syndicales aux fins locales;
- > L'affichage syndical;
- > L'information à transmettre au syndicat;
- > Le comité des relations professionnelles ou des relations du travail;
- > Le comblement des postes et les mouvements de main-d'œuvre à l'intérieur d'un arrondissement;
- > Les congés divers sans traitement, à l'exclusion des congés parentaux;

- > La formation, le perfectionnement et les changements technologiques;
- > Le travail supplémentaire, à l'exclusion de la rémunération;
- > Les horaires de travail, à l'exclusion de la durée du travail;
- > Les vacances annuelles, à l'exclusion du quantum et de la rémunération;
- > Les jours fériés et les congés mobiles, à l'exclusion du quantum et de la rémunération;
- > Les droits acquis;

- > Les modalités relatives au stationnement, à l'exclusion des frais;
- > Le travail à forfait;
- > Le statut non assujettis à la convention collective, notamment ceux des stagiaires, des étudiants et des bénévoles;
- > Les mesures disciplinaires;
- > Les comités locaux de santé et de sécurité du travail.

# LE ZÉLATEUR

La rubrique des horreurs urbaines

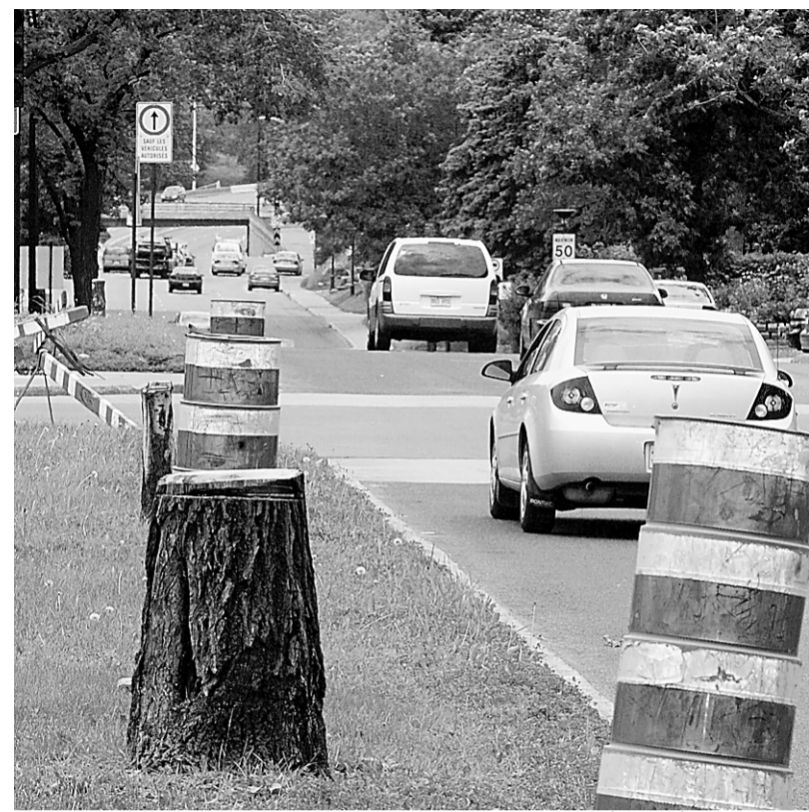


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Quatre arbres en bonne santé ont été coupés sans raison apparente.

# ARBRES COUPÉS

SARA CHAMPAGNE

Ce n'est pas de la négligence ou du laisser-aller; il s'agit carrément d'un geste prémédité. Et à l'heure où le maire de Montréal se targue d'avoir sa Politique de l'arbre, avec la promesse électorale de planter 10 000 arbres durant son second mandat, il y a lieu de s'interroger.

Une lectrice du Zélateur, Annie, a constaté avec stupéfaction que quatre arbres ont été abattus à l'angle du boulevard Papineau et de la rue Fleury. Les souches sont encore visibles et l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville a pris soin de placer des cônes par-dessus.

Les arbres, en parfaite santé, ne semblaient pas déranger quoi que ce soit, constate la lectrice. Et elle aimerait bien savoir ce qui a motivé son arrondissement à procéder à cette coupe.

## L'EXPLICATION

Des travaux majeurs de réaménagement de deux carrefours de la rue Papineau, à l'angle de la rue Fleury et à l'angle de la rue Sauvé, sont à l'origine de l'abattage des arbres. L'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville affirme que quatre autres arbres devront être coupés.

« Il faut empiéter sur les terre-pleins sur une distance de trois mètres afin d'ajouter une voie pour les virages à gauche », explique Marie-Hélène Ladouceur, chargée des communications de l'arrondissement.

Elle rappelle que ces deux intersections étaient devenues trop dangereuses. Entre 1998 et 2002, il y a eu 118 accidents rue Papineau à l'angle de la rue Fleury, dont un mortel. La décision de réaménager les carrefours a été prise de concert avec le ministre des Transports du Québec.

L'arrondissement ajoute qu'un avis a été envoyé aux résidents pour les informer des travaux et de la coupe des arbres. Il y a également eu des consultations publiques.

## QUI S'EN OCCUPE?

Réjean Durocher, division des Travaux publics, Ahuhtsic-Cartierville, au 514-872-5580 rdurocher@ville.montreal.qc.ca.

**APPEL À TOUS:** Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez-vous, faites-le savoir au Zélateur. Par la poste : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : [zelateur@lapresse.ca](mailto:zelateur@lapresse.ca). Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

# Au moins 14 morts sur les routes

PRESSE CANADIENNE

Au moins 14 personnes ont perdu la vie dans des accidents sur les routes du Québec au cours du long week-end de la fête du Canada. L'an dernier, la Sûreté du Québec en avait dénombré six durant la même période.

Le pire drame est survenu dans la nuit de samedi à dimanche près de Buckingham, en Outaouais. Une collision frontale entre deux véhicules sur l'autoroute 50 a fait trois victimes, un homme de 27 ans, un autre de 43 ans et une femme de 41 ans. L'homme de 27 ans, qui conduisait un des véhicules, pourrait avoir été en état d'ébriété.

Une motocycliste de 39 ans est morte après vraisemblablement heurté un garde-fou hier midi sur la route 117, dans le parc de La Vérendrye.

Un accident entre deux véhicules et deux motos a fait un mort et 11 blessés, dont trois gravement,

samedi soir à Sainte-Mélanie, au nord de Joliette. Un véhicule qui roulait en sens inverse a heurté deux motocyclistes. L'un des motocyclistes est mort. Les deux personnes qui chevauchaient l'autre moto ont été blessées grièvement, tout comme le conducteur qui serait à l'origine de l'accident. L'alcool pourrait être en cause. Un autre motocycliste, âgé de 29 ans, a perdu la vie dans la nuit de samedi à dimanche à Mont-Tremblant, lors d'une collision avec une automobile.

Un homme de 28 ans est mort dans la nuit de samedi à dimanche sur l'autoroute 30 à Laprairie.

Sept autres personnes sont également mortes dans des accidents de la route à Sainte-Marthe (Montérégie), Cookshire (Cantons-de-l'Est), Saint-Liboire (Montérégie), Sainte-Luce (Bas-Saint-Laurent), Sainte-Madeleine (Montérégie), Sainte-Barbe (Montérégie) et Lévis.

## FEUILLETON CINAR

# Un procès s'ouvre dans une guerre de rapports

MARIO GIRARD

Le conflit qui oppose la firme Cinar à son ancien fondateur Ronald A. Weinberg et à la succession de sa défunte femme, Micheline Charest, franchit une nouvelle étape avec le procès qui s'ouvre aujourd'hui en Cour supérieure. Au cours des prochains jours, Pierre Fournier, avocat de M. Weinberg, tentera de faire déclarer inhabile la firme d'avocats qui représente Cinar dans cette affaire, soit Davies Ward Philips & Vineberg. Selon M. Fournier, cette firme se trouve en conflit d'intérêts.

Les conseillers juridiques de M. Weinberg ont découvert qu'un membre de ce cabinet a transmis « de façon inappropriée des opinions et des renseignements de nature financière reliés à Cinar et Mount Royal, un autre client de Davies », peut-on lire dans un document transmis à la presse. Ces renseignements ont ensuite été inclus dans un rapport rédigé par Glen Harloff, financier de Cinar, il y a un an.

Selon Pierre Fournier, il s'agit d'une « analyse remplie de failles ». « M. Harloff n'a pas la compétence voulue pour se prétendre juriste comptable. Il n'est même pas comptable agréé », a déclaré M. Fournier, joint à son cabinet hier.

Afin d'appuyer ses arguments, Pierre Fournier présentera un rapport commandé à une équipe

d'experts comptables. Les conclusions du document établissent que Cinar Corporation doit une somme substantielle à Ronald Weinberg et à la succession de Micheline Charest, soit environ 8 millions de dollars. Voilà une vision des choses qui tranche complètement avec celle de Cinar, qui prétend au contraire que M. Weinberg et la succession Charest lui doivent 12 millions de dollars.

En revanche, Ronald Weinberg et son avocat devront faire face à un nouveau rapport que brandira sans doute la partie adverse. Comme l'écrivait *La Presse Affaires* vendredi dernier, une série de faux documents ont été créés afin de tromper Cinar sur la gestion des millions de dollars virés aux Bahamas. Ces manœuvres devaient profiter personnellement au couple Weinberg-Charest de même qu'à leur comptable, Hasnain Panju. Selon un document déposé à la Cour suprême des Bahamas, ces derniers auraient touché 7 millions de dollars américains grâce à de fausses transactions de change.



**STÉPHANE LAPORTE**  
Venez jaser de choses et d'autres avec notre blogueur Stéphane Laporte sur [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

# International des Feux Loto-Québec Le spectacle d'hier a été retardé

RAYMOND GERVAIS

Le spectacle pyrotechnique de l'International des Feux Loto-Québec qui devait être présenté hier soir à 22h, à partir de La

Ronde, a été retardé de quelque 18 minutes à cause du vent. Les autorités craignaient que des débris des pièces explosées ne tombent sur les spectateurs massés sur le pont Jacques-Cartier.

Vers 22h 15, le signal du début a toutefois été donné, mais un avertissement a été lancé aux piétons sur le tablier du pont. C'était au tour de l'Argentine de présenter le spectacle.

## soldes actuels

La mode maison qui apporte la couleur à votre intérieur, vos favoris déco maintenant à prix exceptionnels !

 <p><b>L'ensemble housse rayures cathodiques</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">49.<sup>95</sup></p> <p>Jumeau 1 taie</p> <p style="font-size: 0.8em;">Un design australien exclusif à La Lingère. Une housse 200 fils au pouce, 50% coton 50% polyester sans repassage, rayée en coloris tendance de chocolat et bleu. Formats surdimensionnés. Ensembles comprenant 2 taies : double 59.95, grand 69.95, très grand 79.95</p>	 <p><b>Le drap «Percale Plus»</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">7.<sup>99</sup></p> <p>Jumeau</p> <p style="font-size: 0.8em;">Du blanc au turquoise, c'est une palette de 21 coloris qui vous est offerte pour un décor parfaitement coordonné. Percale 200 fils au pouce 50% coton 50% polyester sans souci. Double 13.99, grand 19.99, très grand 29.95, 2 taies standard 10.99, 2 très grandes taies 12.99</p>
 <p><b>Le tapis ratine spa</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">9.<sup>99</sup></p> <p style="font-size: 0.8em;">Allure moderne, épurée d'un tapis en coton tissé en longues boucles chenille qui procure une sensation de grand confort à vos pieds. Endos antidérapant. Bleu aqua, blanc, sauge, ivoire.</p>	<p><b>Le jeté peluche velours</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">14.<sup>99</sup></p> <p>50x70 pouces</p> <p style="font-size: 0.8em;">Au chalet, sur la terrasse, il est si doux et tellement soyeux, on ne peut résister à l'envie de s'y blottir pour rester au chaud. Belle finition au point de surjet. Ivoire, denim, rouille, chocolat. Coussin déhoussable coordonné 6.99</p>
 <p><b>La serviette feuilles cristallines</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">6.<sup>99</sup></p> <p>Bain</p> <p style="font-size: 0.8em;">Une nouvelle tendance s'installe dans la déco de la salle de bains avec des serviettes à motifs tissés de façon intégrale et réversibles en positif-négatif. Ici, des feuilles en coloris de blanc sur bleu de glace. Main 4.99, débarbouillette 2.99</p>	<p><b>Choix de nappes imprimées</b></p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">9.<sup>99</sup></p> <p>Tous les formats</p> <p style="font-size: 0.8em;">Procurez-vous à un seul prix exceptionnel, des nappes sans souci en mélange de coton et polyester, offertes dans un vaste choix de motifs floraux pour tous les décors. Formats au choix : 54x72, 60x90, 60x110, 60x130, rond 70 pouces et 54x54. Serviette 1.99</p>

3414611A



www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS !

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

## SUITE DE LA UNE



PHOTO BRAULT BERNARD LA PRESSE ©

L'École nationale de police forme tous les policiers de la SQ, du SPVM et des polices municipales du Québec. Au total, 648 élèves, comme ces cadets, en sortent chaque année.

## Pénurie de policiers

### PÉNURIE

suite de la page A1

L'École nationale de police (ENPQ) forme tous les policiers de la SQ, du SPVM et des polices municipales du Québec: 648 en tout, chaque année. Toutefois, ces 648 jeunes policiers ne suffisent plus à combler, notamment, les départs à la retraite des policiers engagés dans les années 70 et 80, selon Jean-Pierre Gariépy, président de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ). Un policier peut prendre sa retraite après 25 ans de service, il est donc fréquent qu'il quitte ses fonctions à l'âge de 45 à 55 ans.

«Le temps de réaction pour s'ajuster à la nouvelle carte du Québec est long», explique Geneviève Beaugrand, chef de section aux ressources humaines du SPVM.

Le SPVM a ainsi épuisé sa ban-

que d'agents temporaires avec la création d'une escouade de 133 policiers affectés à la circulation en février 2006. Dans la métropole, mais aussi ailleurs en province, les directeurs de police cherchent à resserrer l'application du code de la route à cause d'une hausse des accidents, ce qui entraîne l'embauche d'agents supplémentaires.

Pour combler les nouveaux besoins créés par les projets spéciaux, l'École a ajouté 36 élèves à l'une de ses cohortes en avril 2006: une goutte d'eau dans l'océan.

«On a répondu aux besoins du SPVM rapidement parce qu'on sent qu'il y a une pression sur tous les corps de police», explique Andrée Doré, conseillère en communication de l'École. C'est à l'automne que l'École décidera si elle pérenniserait ou non cette cohorte et lancera sur le marché 684 aspirants policiers au lieu des 648 actuels.

En attendant, la police de Montréal recherche ses policiers temporaires. «C'est vraiment problématique: on a absolument besoin de cette banque temporaire pour remplacer les effectifs normaux et les policières enceintes», estime Yves Francoeur, président de la Fraternité des policières et policiers de la Ville de Montréal.

Les régions font le même constat. La régionalisation des corps de police, en 2001, lorsque certains corps de police municipaux ont fusionné avec la Sûreté du Québec, a aussi créé de nouveaux besoins. «Sur les autoroutes, on attend toujours 60 policiers pour la couverture des municipalités où l'on a des contrats de police», explique le président de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Jean-Guy Dagenais.

Faute de quoi les policiers en service pourront être amenés à faire

des heures supplémentaires pour répondre aux besoins de sécurité des festivals d'été et dans les cas d'urgence. «Ça provoque du surmenage, de la fatigue», juge M. Côté.

Quant au recours aux «conventionnels», civils recrutés directement par les corps policiers, les 30 postes fixés chaque année par le ministre de la Sécurité publique pour le Québec ne pèsent pas bien lourd.

Un conventionnel est une personne titulaire d'un diplôme universitaire et qui n'a pas suivi la formation de trois ans en techniques policières. Pour devenir policier, cette personne doit suivre 30 semaines de cours en techniques policières dans un cégep, puis un trimestre à l'ENPQ.

Du côté de l'École nationale de police, aucune décision n'est pour l'instant encore arrêtée pour augmenter le nombre de ses élèves. «Si les travaux disent qu'il faut augmenter le personnel, alors oui, on pourrait ajouter 36 ou 72 nouveaux aspirants policiers. On va évaluer nos besoins d'abord», dit M<sup>me</sup> Doré.

Mais avant de décider, ce qui entraînera d'importants changements dans ses horaires, la direction de l'École veut savoir si les cégeps qui donnent les techniques policières d'une durée de trois ans peuvent augmenter le nombre de leurs étudiants. Ou s'ils peuvent mettre sur pied des cohortes de techniques accélérées, comme c'est le cas à Notre-Dame-de-Foy, un collège privé de Québec.

Si l'ENPQ doit augmenter sa clientèle, le ministère de la Sécurité publique devra accroître son financement.

En attendant, le marché des jeunes policiers devient de plus en plus concurrentiel. Montréal vante les possibilités de carrière dans l'île. Mais ces perspectives d'avenir, les régions, grâce à la réforme de 2001, peuvent également les offrir. «Avant, seul Montréal offrait une carrière enrichissante et variée. Maintenant que les corps policiers sont plus gros, il y a plus de place pour la promotion», constate Nadine Bourdeau, directrice adjointe responsable de l'administration au SPVM.

## Opération séduction au Quartier général de la police de Montréal

### La magie de la police chez des enfants

ANABELLE NICOU

Le quartier général de la police de Montréal a ouvert ses portes pour la deuxième année consécutive à une quarantaine d'enfants issus des communautés culturelles la semaine dernière pour son camp de jour «Beaux, jeunes et forts à l'Académie». Le but de l'opération séduction: redorer le blason de la police auprès des communautés et, pourquoi pas, susciter des vocations.

«Les communautés ethnoculturelles sont encore difficiles à rejoindre», explique Cynthia Roussel, de l'organisation du camp de jour. Méfiance, mauvaise perception: les communautés plus touchées par le phénomène des gangs de rue sont aussi très peu représentées dans la police de Montréal. L'effectif compte 7,35% de policiers provenant de diverses communautés culturelles en 2006, près de trois points en-deçà de l'objectif fixé par la direction.

### Les grands moyens

Pour plaire aux 40 enfants, la police de Montréal a pris les grands moyens: visite des voitures de patrouille, chasse au trésor, séances d'escalade et d'entraînement physique et distribution de casquettes. Avec un temps fort: une rencontre au Stade olympique avec le groupe chargé des opérations spéciales.

«Je crois que les jeunes ont été très impressionnés», raconte Carole Racette, l'une des organisatrices du camp de jour. Quand les policiers ont enlevé leur casque et leur équipement, ils ont vu que c'était des hommes, des femmes, des humains, qui rient et ont une famille.»

Frédéric a 10 ans. La semaine qu'il a passée au quartier général l'a favorablement impressionné. Mais s'il veut devenir policier, c'est avant tout parce que les armes l'impressionnent. «C'est pas pour être méchant, c'est pour arrêter», explique-t-il.

«Le but premier, ce n'est pas de faire des enfants des policiers à 10 ans, mais de leur montrer en quoi consiste le travail de policier. Oui, on arrête des bandits, mais on aide aussi les gens, nuance Olivier Lapointe, policier et moniteur du camp de jour. Si ça a comme résonance que dès 6 ou 7 ans les jeunes ont la piqure pour le métier, c'est bien.»

Pour leur dernier après-midi, les jeunes, tous vêtus de tee-shirts SPVM, se verront remettre un «diplôme». Un avant-goût de la technique policière enseignée au cégep, espère Diem-Vy, âgée de 12 ans.

Le dernier, en revanche, pour Karine, qui juge le métier «trop dangereux» et s'en retourne à ses premières amours: le chant et la danse.

# Sears\*

## MAGASIN DE LIQUIDATION

### ...DES PRIX HORS PAIR!!

Carré Décarie, Côte Saint-Luc  
(au premier étage)

## achetez plus, épargnez plus

### SUR TOUS LES MEUBLES ET GROS APPAREILS MÉNAGERS EN MAGASIN DÉJÀ À PRIX DE LIQUIDATION

épargnez **10%** de plus sur 1 article

épargnez **15%** de plus sur 2 articles

épargnez **20%** de plus sur 3 articles

épargnez **25%** de plus sur 4 articles ou plus

Offres en vigueur du lundi 3 au dimanche 9 juillet 2006, sauf avis contraire dans la limite des stocks. À ces prix de liquidation, toutes les ventes sont finales.

Boulevard Décarie	Nouveau Vézina
Avenue Coolbrook	
Avenue Clanranald	

**CARRÉ DÉCARIE**  
6900, BOUL. DÉCARIE,  
CÔTE SAINT-LUC, QC.  
(514) 731-6118  
LUNDI-MERCREDI: 10 H - 18 H  
JEUDI ET VENDREDI: 10 H - 21 H  
SAMEDI: 9 H - 17 H  
DIMANCHE: 10 H - 17 H



OBTENEZ DES POINTS DU CLUB SEARS EN UTILISANT VOTRE CARTE SEARS

Visitez [sears.ca/searsclub](http://sears.ca/searsclub) pour plus de détails OU, UTILISEZ TOUTE AUTRE CARTE DE CRÉDIT AUTORISÉE

# Sears\*

La belle vie à bon prix.

**SUPPLÉMENT POUR LA LIVRAISON.** Achats sur place seulement. Toute la marchandise est vendue "telle quelle" et toutes les ventes sont finales. Pas d'échange, de retour ou de remise pour la marchandise déjà achetée. Les offres de rabais ne peuvent pas être combinées. Pas de revendeurs. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Ces offres sont disponibles seulement au Centre de liquidation Sears au Carré Décarie.

Importation de cocaïne

# Nittolo présenté comme un homme responsable

ANDRÉ CÉDILOT

L'ancien chef de police de Sillery, Gilles Drolet, s'est porté garant de la bonne conduite de l'homme d'affaires Thomas Nittolo s'il est remis en liberté provisoire. Détenu depuis le 11 mai, le sexagénaire bien connu de Québec est soupçonné d'avoir participé à l'importation massive de cocaïne dans des lingots d'aluminium.

À la retraite depuis un an, l'officier a déclaré la semaine dernière, en Cour du Québec, connaître Nittolo depuis près de 25 ans et le tenir en haute estime malgré les graves accusations de contrebande de drogue et de gangstérisme qui pèsent contre lui. «C'était un peu mon beau-frère, car il sortait avec la soeur de ma conjointe décédée. On a été voisins de condo pendant huit ans. On se voyait tous les jours», a-t-il dit.

Quelques semaines avant d'être arrêté, Nittolo lui avait offert de l'aider à superviser des projets immobiliers en cours à Beauport et Boischatel. «Durant ma carrière, j'ai travaillé auprès de toutes les villes et je pourrais assurer le suivi des travaux avec les promoteurs», a relaté l'ex-directeur Drolet.

M. Drolet, qui a passé 32 ans à la police de Québec avant de devenir directeur de la police de Sillery, a décrit Nittolo comme un père de famille responsable et un homme socialement agréable et d'une rare générosité. «À ses yeux, tout le monde est bon. Il ne dit jamais non», a-t-il dit, tout en louant l'engagement du prévenu dans les campagnes de collecte de fonds d'organismes sociocommunautaires de la Vieille Capitale.

L'ex-policier de 61 ans affirme être «tombé en bas de sa chaise» quand il a appris l'arrestation de son ami. «Je ne comprends pas encore. Il a encore toute ma confiance et je laisse le soin à la justice d'éclaircir tout ça», a-t-il répondu en rougissant quand la procureure lui a demandé s'il était mal à l'aise de cautionner un homme soupçonné d'avoir trempé dans l'importation de plus de 700 kilos de cocaïne. D'autant plus, précise M<sup>re</sup> Josée Bélanger, qu'il a terminé sa carrière l'an dernier au ministère de la Sécurité publique.

Appelé lui aussi à témoigner par son avocat, Thomas Nittolo a tenté de dire qu'il avait été victime de son grand ami et associé dans «certaines affaires», Richard Sanschagrin, également accusé et emprisonné depuis le 11 mai. Le juge André Perreault lui a vite rappelé qu'il n'en était pas à l'étape de sa défense, mais à celle de l'enquête sur cautionnement. «Même si on me donnait la lune, jamais je ne referai d'importation», a lancé l'homme d'affaires de Québec en quittant le box, menottes aux poignets.

Dans sa plaidoirie, M<sup>re</sup> André Gaulin, qui le représente, a reconnu que Nittolo avait bel et bien importé du Venezuela les lingots d'aluminium saisis les 25 et 26 août 2005, mais qu'il ne savait pas qu'ils contenaient de la cocaïne. Ce n'est que plus tard, alors que les supputations allaient bon train quant à savoir s'il s'agissait d'une arnaque d'un clan adverse ou d'un coup de la police, que son client a réalisé qu'il avait peut-être contribué à faire entrer de la cocaïne au pays.

De leur côté, les avocats du ministère public soutiennent que Nittolo était l'un des instigateurs de l'importation avec Sanschagrin et le Slovaque Ivan Cech – il est en voie de devenir délateur –, installé en République dominicaine. Selon M<sup>re</sup> Josée Bélanger et Charles Levasseur, il était parfaitement au courant de ce qui se passait et il a pris une part active aux transactions. Selon eux, il était même devenu familier avec le fabricant de lingots d'aluminium du Venezuela. En tant qu'homme d'affaires au-dessus de tout soupçon, il constituait une belle couverture pour l'organisation.

Le juge Perreault annoncera dans les prochains jours s'il accepte de mettre Nittolo en liberté en attendant le procès. L'ex-policier Drolet et la famille de l'accusé sont prêts à verser plus de 100 000 \$ pour garantir sa présence devant le tribunal. L'enquête sur cautionnement portait également sur trois autres membres du présumé réseau d'importation et de distribution de cocaïne associé aux Hells Angels. Il s'agit de Paul Morency, Denis Béland et Jacques Desaulniers.

## Tunnel Ville-Marie Un désespéré perturbe la circulation

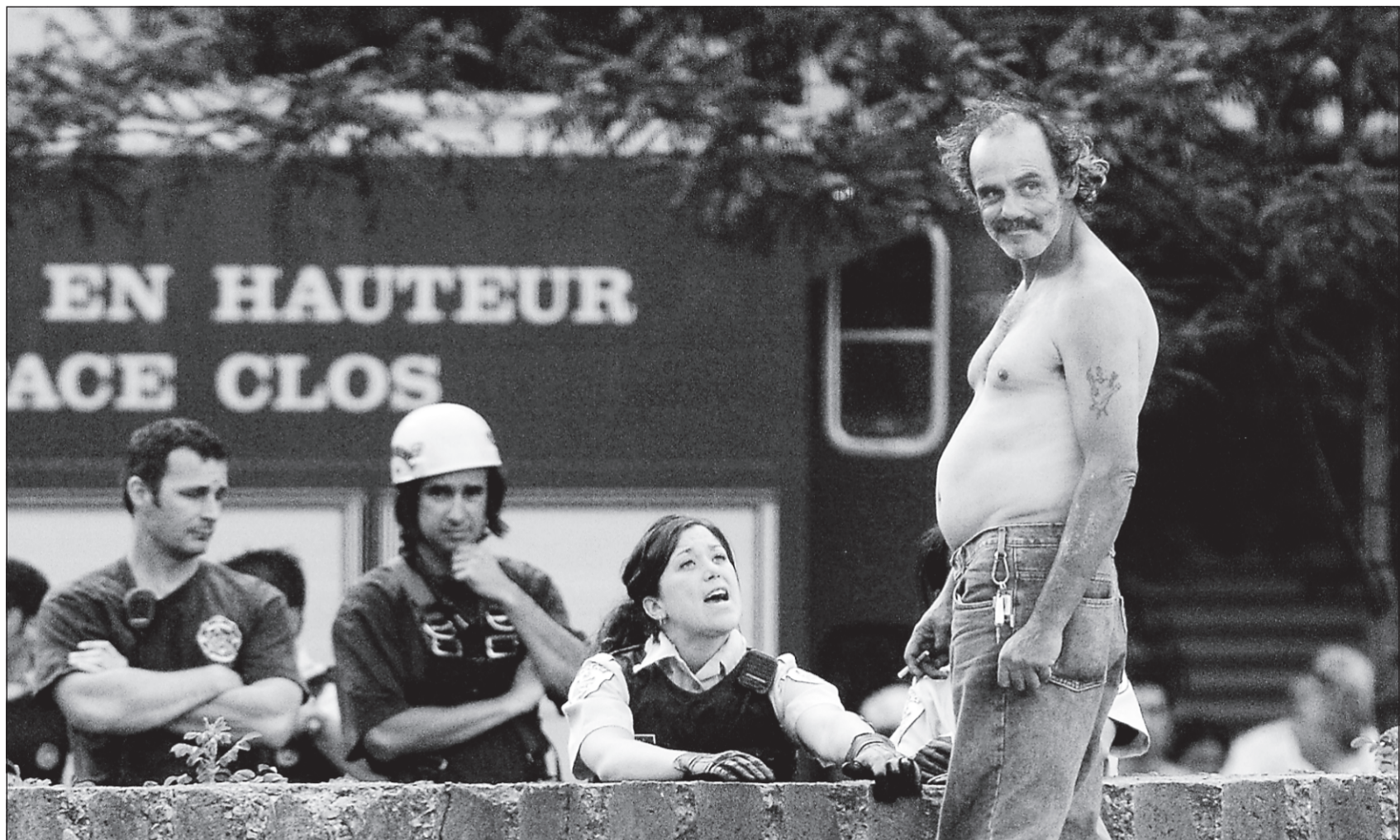


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Un homme perché au sommet d'un immeuble au coin des rues Saint-Urbain et Viger a provoqué l'intervention des policiers, vers 18 h hier. La circulation a été perturbée dans le secteur tandis que les forces de l'ordre tentaient de le convaincre de redescendre. L'homme disait vouloir se suicider. Certaines rues sont demeurées fermées par la suite en raison des feux d'artifice.

# Suspense pour une expulsion vers l'Inde

HUGO DE GRANDPRÉ

L'inquiétude était palpable chez les groupes de défense des droits de l'homme, hier, concernant le sort d'un réfugié sikh en voie d'être expulsé vers l'Inde.

Détenu depuis quatre ans, Sogi Bachan Singh a été transporté en matinée hors du centre de détention de Rivière-des-Prairies, a confirmé une porte-parole des services frontaliers du Canada.

«Il n'y avait plus d'obstacle au renvoi de M. Sogi, a indiqué hier la porte-parole des services frontaliers, Amélie Morin. La Cour fédérale a rejeté une demande de sursis la semaine dernière.»

La démarche d'expulsion est critiquée par plusieurs. Le 14 juin dernier, le Comité contre la torture de l'ONU a même demandé au Canada de suspendre la procédure en attendant la révision du dossier.

L'homme court des risques de torture s'il est expulsé vers l'Inde, soutient le groupe formé spécialement pour sa défense, le Comité de soutien Sogi Bachan Singh.

Membre de l'organisation terroriste sikhe Babbar Khalsa International, le réfugié, arrivé au Canada en mai 2001, représenterait plutôt une menace pour la sécurité du pays, selon le gouvernement canadien.

Dans sa décision, le juge de la

Cour fédérale Pierre Blais note que le détenu ne court aucun risque en retournant en Inde.

«Nous ne pouvons confirmer que le renvoi est fait», a toutefois précisé M<sup>me</sup> Morin. Une telle information ne peut être divulguée pour des raisons de sécurité, a-t-elle ajouté.

Sogi Bachan Singh pourrait donc autant être en Inde qu'encre au Canada.

«Pour l'instant, il n'y a rien que l'on puisse faire, on attend plus de

détails», a déclaré la directrice générale d'Amnistie Internationale Canada, Béatrice Vaugrante.

Cette dernière a montré du doigt l'hypocrisie du Canada, qui se dit fier d'être membre du nouveau Conseil des droits de l'homme des Nations unies mais ne suit pas les recommandations de ses comités d'experts.

Elle souhaite de plus que le ministère des Affaires étrangères s'assure de la sécurité de M. Sogi s'il est finalement expulsé.

Incarcé depuis 2002, ce dernier a été jugé en vertu de l'article 87 de la loi de l'Immigration, une procédure semblable aux certificats de sécurité. La preuve est restée secrète et les audiences se sont souvent tenues sans l'accusé, dénonce le comité formé pour sa défense. Plusieurs groupes et particuliers ont pris parti dans l'affaire, dont des professeurs d'université, un ancien solliciteur général du Canada et la Ligue des droits et libertés.

En tout lieu.  
En tout temps.

1800 592-7649  
www.croixrouge.ca

**Le verre c'est clair**

**AUSSI PEU QUE 59 \$ PAR MOIS\***

*Solariums*  
*Panovision*

1 800-338-2575  
zytco.com

\*Aucun dépôt et sujet à approbation du crédit. Versement épaux échelonnés sur 60 mois à un taux annuel de 7,25 %. Taxes et frais d'installation non-compris. R.B.Q.: 1983-2179-28

**LOTTO QUÉBEC Résultats**  
TVA, le réseau des tirages

<b>649</b>	Tirage du 2006-07-01	6/6: 0	5/6+: 2	5/6: 142	4/6: 6 587	3/6: 126 140	2/6+: 82 161	LOTS	8 108 687,00 \$	166 374,90 \$	1 935,70 \$	79,00 \$	10,00 \$	5,00 \$
Complémentaire: 38		Ventes totales: 15 870 554 \$		Prochain gros lot (appr.): 14 000 000 \$										

<b>49</b>	Tirage du 2006-07-01	6/6: 0	5/6+: 0	5/6: 18	4/6: 875	3/6: 16 396	LOTS	1 000 000,00 \$	50 000,00 \$	500,00 \$	50,00 \$	5,00 \$
Complémentaire: 45		Ventes totales: 495 683,00 \$										

<b>Extra</b>	Tirage du 2006-07-01	7557918	500 000 \$*	<b>Quintessence</b>	Tirage du 2006-07-02	550	3813
*décomposable dans les deux sens.							

<b>Extra</b>	Tirage du 2006-07-02	8202775	500 000 \$*	<b>PANCO</b>	Tirage du 2006-07-02	02 04 05 08 09	10 11 18 21 34	37 42 43 48 50	53 55 57 62 63
*décomposable dans les deux sens.									

<b>Astro</b>	Tirage du 2006-07-02	19 MARS	48 GÉMEAUX
--------------	----------------------	---------	------------

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

**Astro 25 000 \$ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL !**

**Nouveau !** Numéro décomposable dans les deux sens  
**Gros lot de 500 000 \$**

STRUCTURE DE LOTS					
Catégorie	Lots	Catégorie	Lots	Catégorie	Lots
Numéro complet	500 000 \$	3 derniers chiffres	50 \$	6 premiers chiffres	10 000 \$
6 derniers chiffres	25 000 \$	2 derniers chiffres	5 \$	5 premiers chiffres	500 \$
5 derniers chiffres	1 000 \$	le dernier chiffre	2 \$	4 premiers chiffres	50 \$
4 derniers chiffres	100 \$			3 premiers chiffres	25 \$
				2 premiers chiffres	5 \$

**INCROYABLE MAIS VRAI!**

**À LA DEMANDE GÉNÉRALE**

**Cavalía**

**DE RETOUR À LAVAL**

**DÈS LE 26 SEPTEMBRE**

**Billets en vente maintenant**

SOUS LE GRAND CHAPITEAU BLANC  
CENTROPOLIS  
Autoroute 15, angle St-Martin, Laval

WWW.CAVALIA.NET  
1-866-999-8111

LA PRESSE

POLITIQUE

# Les libéraux et les néo-démocrates dénoncent l'accord sur le bois d'oeuvre

PRESSE CANADIENNE

**OTTAWA**—L'opposition libérale et néo-démocrate a dénoncé le texte final de l'accord intervenu samedi entre le Canada et les États-Unis dans le différend sur le bois d'oeuvre.

Le porte-parole libéral en matière de commerce, Dominic LeBlanc, y voit une simple trêve dans les hostilités, tandis que son homologue néo-démocrate, Peter Julian, a qualifié l'attitude du gouvernement d'irresponsable.

Hier, M. LeBlanc a affirmé que la clause de sauvegarde prévue dans l'ébauche finale constituait une brèche permettant aux protectionnistes de l'industrie américaine du bois d'oeuvre de saborder l'entente.

« Cela met en pièces les arguments de M. Emerson selon les-

quels cette entente est gage de stabilité pour l'industrie, a-t-il commenté. Nous estimons que c'est choquant (...), tout ce qu'ils ont réussi à obtenir, c'est un congé de litige de 23 mois. »

M. Emerson a insisté sur le fait que cette éventualité était hautement improbable.

**Aux yeux des libéraux, la clause de sauvegarde prévue dans l'ébauche finale de l'accord pourrait permettre aux protectionnistes américains de saborder l'entente. « Tout ce que (les conservateurs) ont obtenu, c'est un congé de litige de 23 mois. »**

« C'est une entente entre deux États, c'est un traité », avait assuré le ministre au cours de la téléconférence depuis Genève.

Le porte-parole néo-démocrate

en matière de Commerce, Peter Julian, a quant à lui rappelé samedi que les industries forestières du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique avaient émis de sérieuses inquiétudes à propos du projet d'entente la semaine dernière.

M. Julian est d'avis que le

responsable, tout simplement, de la part du gouvernement Harper, qui choisit en cette fête du Canada de trahir les intérêts des Canadiens et ceux des communautés qui vivent du bois d'oeuvre », a-t-il déploré.

Mais les critiques de l'opposition pourraient bien aller au-delà de la rhétorique, puisque des dispositions juridiques de l'entente doivent être soumises au vote des Communes pour entrer en vigueur.

Or, le gouvernement conservateur est minoritaire en Chambre.

David Emerson a précisé qu'il n'y avait aucune urgence et que le gouvernement soumettra le texte aux députés à la reprise des travaux, à la mi-septembre. Il espère que le dossier sera réglé d'ici le 1<sup>er</sup> octobre.

# La lieutenant-gouverneur quitte l'hôpital

PRESSE CANADIENNE

La lieutenant-gouverneur Lise Thibault, qui avait été hospitalisée samedi après avoir ressenti un malaise, se porte bien.

Elle a subi plusieurs examens, mais son cas n'inspire aucune inquiétude. Elle a quitté l'hôpital hier.

« J'ai senti un léger malaise à la messe soulignant la fête du Canada et j'ai préféré me rendre à l'hôpital par précaution. Tout est en ordre et je poursuis mes activités tout à fait normalement », a-t-elle fait savoir par communiqué.



## SOLDE DE 4 JOURS

En vigueur du lundi 3 au jeudi 6 juillet



**MARDI 4 JUILLET SEULEMENT POUR LES ÂÎNÉS 15% DE RABAIS ADDITIONNEL\***

**SUR LES PRIX DE SOLDE ET DE LIQUIDATION. 15% DE RABAIS\* SUR LES PRIX ORDINAIRES.**

Précisions ci-dessous.



**30% À 50% de rabais**

Tous les articles de table estivaux HOUSE&HOME

**30% À 50% de rabais Maillots de bain pour lui**

Exceptions : articles « Achat-choc » et ceux dont le prix se termine par 99 ¢.

**30% de rabais Maillots de bain pour elle**

Exceptions : articles « Achat-choc » et ceux dont le prix se termine par 99 ¢.



**BALAYAGE ESTIVAL 9,99 ch.**

Tous les soutiens-gorge OUTLINE® pour elle

Comprend les modèles discrets sous le tee-shirt, sans bretelles et pigeonnants. Ord. 16,99 \$ ch. ou 2 pour 24 \$.



**30% À 50% de rabais**

Sélection mode printemps-été pour elle TOMMY HILFIGER DENIM, CK JEANS, CODE BLEU, BUFFALO, HOLLYWOOD, IKEDA, NINE & CO. et MAC & JAC



**30% À 50% de rabais**

Sélection mode printemps-été pour lui TOMMY HILFIGER DENIM, CK JEANS, CODE BLEU, NAUTICA JEANS, CHAPS DENIM, NIKE, REEBOK et ADIDAS



**PROMO CALVIN KLEIN 25% de rabais**

Sous-vêtements et chaussettes pour lui; dessous, collants et chaussettes pour elle



**30% de rabais**

Chemises et tricotés tout-aller pour lui DOCKERS, PERRY ELLIS PORTFOLIO, ALEXANDER JULIAN, DANIEL HECHTER, HAGGAR, PACIFIC TRAIL, MANTLES® et ARROW



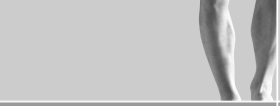
**30% de rabais**

Pantalons tout-aller pour lui MANTLES®, CALVIN KLEIN et PACIFIC TRAIL



**JUSQU'À 40% de rabais**

Shorts pour lui DOCKERS, HAGGAR, LEE, IZOD, MANTLES® et PACIFIC TRAIL



**30% de rabais**

Chemises habillées et cravates pour lui GEOFFREY BEENE, IZOD et ARROW



**30% de rabais**

Choix de chaussures habillées et sport et de sandales pour lui NUNN BUSH, BROWNS LANDING, FLS de FLORSHEIM et DOCKERS



**50% À 60% de rabais**

Tous les gros électros BEAUMARK® à prix ordinaire



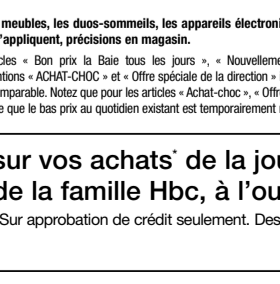
**15% de rabais**

Tous les bijoux PRINCIPLES en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct



**50% de rabais**

Tous les bijoux PRINCIPLES en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct



**25% de rabais**

Toute la literie HOUSE & HOME



**25% À 50% de rabais**

Peignoirs et tenues de nuit printemps-été, soutiens-gorge mode, slips et dessous de jour pour elle



Offre pour les aînés : comprend les offres annoncées, les franchises et la papeterie; ne comprend pas les meubles, les duos-sommeils, les appareils électroniques, les produits cosmétiques et parfumés et les gros électroménagers. Exceptions : montres Gucci, produits Godiva, barbottes, articles des rayons concédés et de la collection olympique. D'autres exceptions s'appliquent, précisions en magasin.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salvati, Home Studio, Liz Claiborne Home, Vera Wang, GlucksteinHome, ceux des rayons concédés et de la collection olympique et mode maison Mantles. Les mentions « ACHAT-CHOX » et « Offre spéciale de la direction » indiquent que nous avons trouvé une affaire incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

**10% de rabais**

sur vos achats de la journée dans les magasins de la famille Hbc, à l'ouverture d'un compte Hbc.

\*Sur approbation de crédit seulement. Des exceptions s'appliquent. Précisions auprès d'un associé.



**CRTC** Avis d'audience publique CRTC 2006-5 Canada

Le Conseil tiendra une audience publique à compter de lundi, le 27 novembre 2006 à 9h00, au Centre de conférences, Phase IV, 140, Promenade du Portage, Gatineau (Québec) afin d'étudier les questions mentionnées dans l'avis d'audience publique CRTC 2006-5 dans le contexte de l'examen de certains aspects du cadre réglementaire de la télévision en direct.

Le Conseil invite les parties à déposer leurs commentaires écrits sur les questions mentionnées d'ici mercredi, le 27 septembre 2006.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis d'audience publique CRTC 2006-5. Si vous désirez déposer vos commentaires ou obtenir une copie de l'avis d'audience publique, veuillez consulter le site Web du CRTC au [www.crtc.gc.ca](http://www.crtc.gc.ca) à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

**AÉROPORT INTERNATIONAL P.E. TRUDEAU DE MONTRÉAL**

## ENCAN PUBLIC

**CARGAISON SAISIE POUR DÉFAUT DE PAIEMENT**  
**CARGAISON AÉRIENNE SAISIE PAR ENTREPÔT DE FRET POUR DÉFAUT DE PAIEMENT - BIJOUX IMPORTÉS SAISIS PLUS DE 100 ARTICLES VENANT D'AUTRES PARTIES**  
 ARTICLES DÉDOUANÉS - TAXES ET DROITS D'IMPORTATION ACQUITTÉS

Grande sélection de bijoux en or et à diamants :  
 Diamants  
 Rubis  
 Émeraudes  
 Saphirs  
 Perles  
 Tanzanite  
 Topaze bleue  
 Citrine

Montres comme neuves :  
 Rolex  
 Cartier  
 Piaget  
 Patek Philippe  
 Ebel  
 Chopard  
 Omega

Bagues  
 Boucles d'oreilles  
 Bracelets  
 Colliers

**Collier à diamants 35 carats**

**Le lundi 3 juillet 2006**  
 Encan à 14 h, Inspection à compter de 13 h  
**HERITAGE AUCTIONEERS INTERNATIONAL - AÉROPORT DE MONTRÉAL**  
 2070, av. Chartier, (Côte-de-Liesse, 55e av. Nord, à droite sur Chartier)

Carte d'identité avec photo exigée à l'inscription. Toutes ventes finales. Paiement : Visa, MasterCard, Interac, comptant ou chèque certifié. Commission d'achat de 15 % en plus. Possibilité de réserves. Vente sujette à ajouts, retraits, erreurs ou omissions. Heritage Auctioneers International.

Depuis 1993 !

## UN PROF À LA MAISON !

**SPAÉ**

Service privé d'aide aux études N & R inc.

**COURS PRIVÉS À VOTRE DOMICILE**

Pour contrer les difficultés scolaires au primaire, au secondaire et au collégial dans les matières de base telles le français, l'anglais, les mathématiques et les sciences.

Pour préparer un examen important.

Pour préparer l'enfant aux examens d'admission des collèges privés.

Pour améliorer votre français ou votre anglais.

Pour de l'aide individuelle aux devoirs et aux leçons.

**Contactez le SPAÉ**

Une équipe de 350 professeurs expérimentés et compétents. Nos services sont offerts en français et en anglais. Plus de 20 000 clients satisfaits.

**Aucun contrat à signer, aucun engagement à long terme.**

**450-973-4526**

Adresse URL : [www.spae.ca](http://www.spae.ca)  
 Courriel : [prof@spae.ca](mailto:prof@spae.ca)

Nous pouvons aussi donner des cours de groupe ou de l'étude dirigée dans des institutions scolaires.

**AVIS AUX ENSEIGNANTS**

Nous recherchons des enseignants pour donner des cours privés au domicile du client. Montréal, Laval, Basses Laurentides et Rive-Sud. Une excellente maîtrise du français parlé et écrit est requise ainsi qu'un permis d'enseigner au Québec.

Rapatriement des dépouilles de soldats

# L'armée s'opposait à la décision des conservateurs d'exclure les médias

PRESSE CANADIENNE

**OTTAWA**—Les officiers supérieurs de l'armée s'opposaient à la décision controversée du gouvernement conservateur d'interdire les médias au rapatriement des corps des soldats morts en Afghanistan, selon des documents obtenus grâce à la loi d'accès à l'information.

Un représentant du ministère de la Défense avait pris des clichés aux abords d'une cérémonie de rapatriement en avril afin de démontrer que la nouvelle politique du gouvernement causait des problèmes de sécurité.

On y voit des journalistes massés sur l'accotement d'une autoroute, aux limites de la base militaire de Trenton, en Ontario, lors du rapatriement de quatre combattants tombés au champ d'honneur, le 25 avril.

Selon les documents, une vingtaine de photos ont été montrées au chef d'état-major Rick Hillier.

« Cela pourrait poser des problèmes de sécurité et provoquer encore davantage de frustration, particulièrement en hiver », a écrit un directeur des affaires publiques du Ministère, le lieutenant-colonel Richard Lavoie, dans un courriel réacheminé à plusieurs collègues.

Les officiers ont trouvé une façon d'exprimer leur opposition: ils ont enlevé le matériel qui se trouvait sur le tarmac de l'aéroport afin que la vue des médias ne soit pas obstruée.

À l'instar des autorités américaines, qui ne voulaient pas que la population voie les cercueils revenir au pays, le gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper a décidé de bannir les médias des cérémonies de rapatriement des soldats morts et d'en faire des événements strictement privés.

La décision a été transmise aux militaires le 24 avril, la veille du

retour des dépouilles de Matthew Dinning, Myles Mansell, Randy Payne et William Turner, tués dans l'explosion d'une bombe artisanale. C'était la journée la plus sanglante pour l'armée canadienne depuis la guerre de Corée.

La mesure gouvernementale était censée être permanente, mais les conservateurs ont ensuite tempéré leur position, sous les critiques des proches des victimes.

Mais selon les documents obtenus, le mécontentement s'étendait au-delà des familles des disparus.

Les correspondances électroniques entre les responsables du Ministère comportaient les photos de voitures de police qui bloquaient une voie de l'autoroute, à l'extérieur de la base. Le périmètre de sécurité disposé tout autour permettait aux journalistes aux abords de la voie rapide de saisir des images de l'atterrissage et de la cérémonie.

Un porte-parole du Ministère a refusé de commenter l'imbroglio. Il a simplement soutenu que la Défense recueille souvent des images d'événements publics aux fins d'archives et de formation.

RENCONTRE HARPER – BUSH

# Cimenter une relation plus chaleureuse

PRESSE CANADIENNE

**WASHINGTON**—Le premier ministre Stephen Harper ne semble pas croire beaucoup au protocole de Kyoto pour contrer le réchauffement climatique. Mais en ce qui concerne le réchauffement diplomatique avec l'administration Bush, il est absolument pour.

Dans un premier temps, l'entente juridique sur le bois d'oeuvre, qui a été annoncée samedi à Genève, permet de croire que M. Harper sera bien reçu jeudi à la Maison-Blanche, où il aura des discussions avec le président George W. Bush.

Le premier ministre doit toutefois se garder d'avoir l'air trop pro-américain. Après les acquisitions militaires annoncées la semaine dernière, plusieurs critiques l'accusent déjà d'être aligné sur la politique extérieure des États-Unis.

Pour les observateurs, M. Harper devra donc adopter, au moins en apparence, une attitude d'homme d'affaires pour son entretien de 40 minutes avec le président. Un peu délicat quand même quand on sait que M. Bush fêtera, ce jour-là, son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

Il sera sans doute question des nouveaux règlements de sécurité instaurés par les Américains à la frontière des deux pays qui doivent entrer en vigueur au cours des prochains mois.

Le Canada voudrait obtenir un délai pour mieux se préparer, mais les États-Unis ne semblent pas vouloir attendre.

« Ce genre de rencontre est très important pour donner le ton à la relation personnelle qui suivra entre les deux hommes, estime l'ex-diplomate canadien Paul Frazer, qui travaille aujourd'hui comme consultant à New York. Chaque fois qu'ils se voient, ils deviennent plus à l'aise l'un avec l'autre. »

MM. Bush et Harper se sont rencontrés pour la première fois en mars à Cancun, au Mexique, en présence du président sortant Vicente Fox et ils se reverront au prochain sommet du G-8, plus tard en juillet à Saint-Pétersbourg.

Pour les autorités fédérales, il était essentiel que les deux hommes puissent se rencontrer à Washington avant l'automne, ne serait-ce que pour cimenter la nouvelle relation un peu plus chaleureuse qui a commencé à s'établir entre Ottawa et Washington.

Sous les gouvernements libéraux précédents, ces relations étaient passées de froides à très froides. Le président Bush n'avait pas apprécié que l'ancien premier ministre Jean Chrétien refuse d'engager le Canada dans l'invasion de l'Irak. Puis les libéraux ont refusé de donner leur appui au bouclier antimissile défendu par George W. Bush. Le long et acrimonieux conflit sur le bois d'oeuvre, l'embargo américain sur les importations de boeuf canadien à la suite de la découverte d'une vache atteinte de l'encéphalopathie spongiforme bovine en Alberta, en mai 2003, n'ont pas aidé non plus.

Enfin, lors de la dernière campagne électorale, l'ex-premier ministre Paul Martin avait été si critiqué de l'administration américaine



PHOTO TOM HANSON, PRESSE CANADIENNE

C'est au Mexique que Stephen Harper et George W. Bush se sont rencontrés pour la première fois. Prochain rendez-vous : jeudi à la Maison-Blanche.

que l'ambassadeur de l'époque au Canada, Paul Celucci, s'était senti obligé de lui lancer quelques avertissements.

Pour sa part, George W. Bush aurait bien besoin d'un remontant. Sa popularité est au plus bas dans les sondages et, à l'approche des élections à la Chambre des représentants et au Sénat, les achats d'équipements militaires par le Canada ne passent pas inaperçus à Washington. Même constat pour la prolongation de deux ans du mandat des troupes canadiennes en Afghanistan annoncée plus tôt cette année par le gouvernement Harper.

George W. Bush peut se gratifier en outre d'avoir trouvé un allié dans son opposition au protocole de Kyoto. Peut-être plus important encore, l'administration Bush se sent plus rassurée par la présence d'un gouvernement conservateur à Ottawa.

« Ce qui compte beaucoup pour eux, c'est que Harper n'a visiblement pas envie de s'en prendre à Bush », a résumé un représentant canadien.

Étude clinique sur le

## diabète

Nous sommes à la recherche d'hommes et de femmes qui aimeraient participer à une étude clinique pour tester un médicament expérimental, pris par voie orale, pour le traitement du diabète et du taux élevé de cholestérol.

Pour y être admissible, vous devez :

- avoir entre 18 et 75 ans.
- être atteint d'un diabète de type 2 traité par des mesures diététiques et de l'exercice ou par la prise d'un médicament par voie orale.
- ne pas avoir pris de médicaments visant à réduire le taux de cholestérol au cours des 6 dernières semaines.

Vous n'aurez aucun frais à déboursier pour les soins et médicaments liés à l'étude. Vous pourrez bénéficier de conseils sur l'alimentation et l'exercice.

Si vous êtes intéressé à en savoir davantage sur notre étude, il nous fera plaisir d'en discuter avec vous.

**Appelez-nous sans frais au : 1 866 879 2931**

DOSSIERS • JUSTICE

Avec YVES BOISVERT

# GUY CLOUTIER

Ce soir 20 h  
en rappel samedi 14 h



# MONDE

Les nouvelles internationales  
en continu sur [cyberpresse.ca/monde](http://cyberpresse.ca/monde)

## LE TOUR DU GLOBE

### BOLIVIE

#### Le parti de Morales mène



PHOTO AFP

Le président bolivien Evo Morales en conférence de presse hier.

Le parti du président bolivien Evo Morales a remporté hier 51 % des sièges de l'assemblée constituante du pays, mais n'a pas obtenu les deux tiers requis pour y obtenir la majorité, selon un sondage effectué à la sortie des urnes diffusé par la télévision. Le Mouvement vers le socialisme (MAS) du président socialiste, ancien dirigeant syndicaliste des paysans planteurs de coca, a remporté 130 sièges sur les 255 de la future assemblée qui va s'installer le 6 août dans la ville de Sucre, la capitale du pays, selon ce sondage. Le MAS et ses alliés doivent obtenir une majorité des deux tiers (170 des 255 sièges) dans l'Assemblée constituante pour que la nouvelle constitution soit approuvée et pouvoir imposer des réformes radicales.

d'après AFP

### IRAN

#### Doutes militaires américains

Des responsables militaires américains doutent que des raids aériens puissent détruire le programme nucléaire de l'Iran, en raison de l'absence de renseignements fiables, écrit le magazine *The New Yorker* dans sa livraison d'hier. Selon l'article de Seymour Hersh, journaliste spécialisé dans les questions de défense qui a obtenu le prix Pulitzer, des responsables du Pentagone ont dit à l'administration (du président George W. Bush) « que la campagne de bombardements ne parviendrait probablement pas à détruire le programme nucléaire de l'Iran ». Ces officiers supérieurs en activité ou en retraite, parlant sous le couvert de l'anonymat, sont préoccupés par les plans préparés en vue d'éventuels raids aériens en Iran, parce qu'il n'existe pas selon eux de renseignements utilisables ou de preuve concrète de la préparation d'une bombe atomique, selon l'article du *New Yorker*.

d'après AFP

### DARFOUR

#### Mia Farrow sonne l'alarme



PHOTO NASSER NASSER, AP

L'actrice Mia Farrow, en campagne pour l'UNICEF hier au Darfour.

Après un deuxième voyage au Darfour, l'actrice et ambassadrice de bonne volonté de l'ONU Mia Farrow a plaidé hier pour une aide d'urgence à cette région du Soudan dévastée par des années de guerre. En entrevue au réseau américain ABC, M<sup>me</sup> Farrow a déclaré que l'UNICEF n'avait plus que 20 % des ressources nécessaires pour venir en aide au Darfour. « Je suis ici pour témoigner que l'UNICEF et les autres agences d'aide font tout ce qu'elles peuvent pour garder ces gens en vie », a-t-elle dit à l'émission de télévision *This Week*.

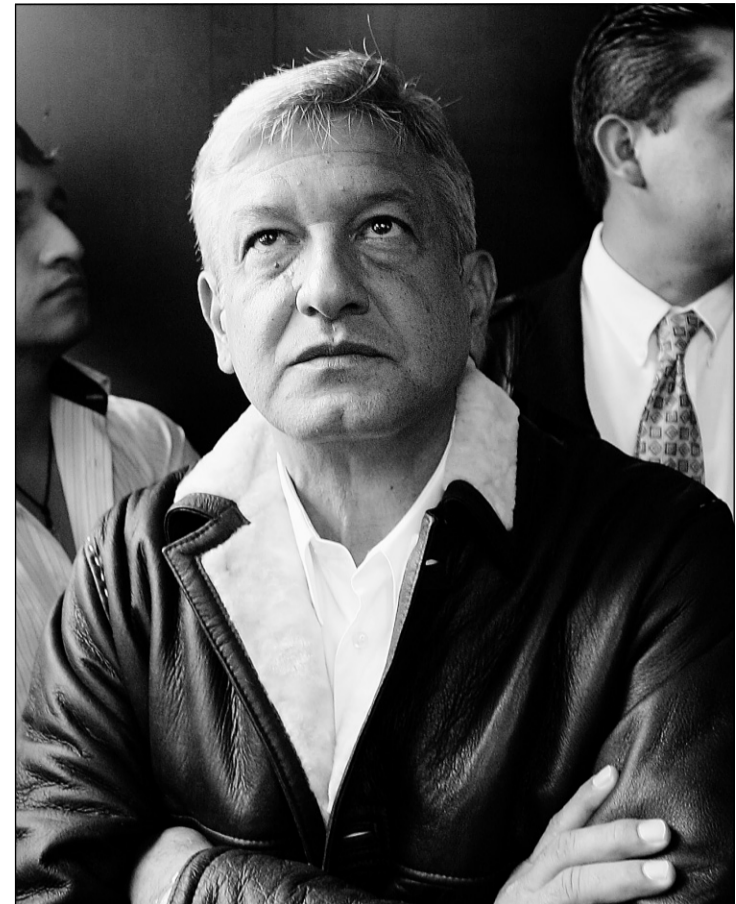
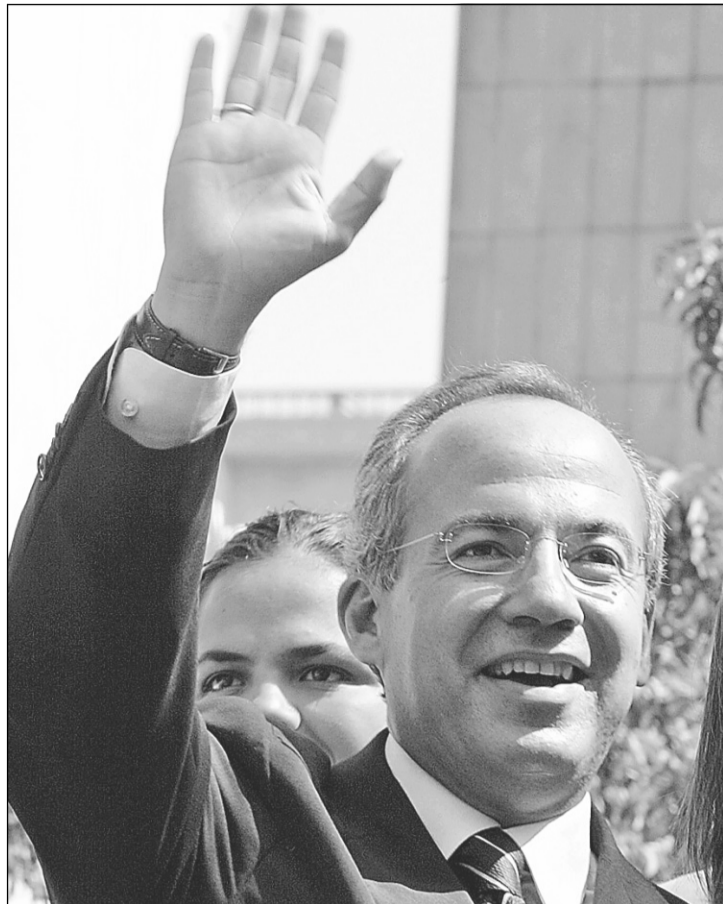
d'après AP

### GUANTANAMO

#### Le Congrès va s'en mêler

Plusieurs sénateurs américains ont assuré hier que le Congrès présentera un texte cet automne pour régler le flou juridique entourant les détenus de Guantanamo. Saisie par un ancien chauffeur d'Oussama ben Laden, détenu à Guantanamo et inculpé de complot par un tribunal militaire d'exception, la Cour suprême a estimé jeudi que le président George W. Bush n'avait pas le pouvoir d'instaurer cette procédure sans intervention explicite du Congrès. Face à ce nouveau revers, le président américain a déclaré que son administration travaillerait avec le Congrès pour « aller de l'avant avec les tribunaux militaires d'exception ». « J'ai l'intention de travailler avec le gouvernement, de trouver un moyen de rendre les terroristes responsables de leurs actes, un moyen qui permette qu'ils aient un procès équitable et, s'ils sont reconnus coupables, de les punir justement », a affirmé le sénateur républicain Lindsey Graham sur Fox News. Selon lui, une loi permettant de juger les présumés terroristes devant des tribunaux militaires pourrait être votée dès septembre.

d'après AFP



PHOTOS AFP ET AP

Chaude lutte à la présidence du Mexique hier entre Felipe Calderon, candidat de droite, et Lopez Obrador, de gauche.

## Le Mexique se cherche un président

# Obrador et Calderon sont à égalité

ALEXANDRE PEYRILLE  
et BERTRAND ROSENTHAL  
AGENCE FRANCE-PRESSE

MEXICO — Le candidat de gauche Andres Manuel Lopez Obrador et celui de droite catholique Felipe Calderon sont à égalité dans l'élection présidentielle au Mexique, selon les télévisions mexicaines, qui considèrent que l'écart est trop faible pour avancer le nom d'un vainqueur à la fermeture du scrutin.

L'institut de sondage de TV Azteca « ne peut pas donner ce soir un vainqueur ». « La différence entre Lopez Obrador et Calderon est inférieure à la marge d'erreur de plus ou moins 1,6 % », selon TV Azteca.

Televisa précise de son côté que l'écart entre les deux candidats « ne permet pas de dessiner une tendance ».

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du candidat Roberto Madrazo a estimé dès 20 h 15 qu'il faudra attendre le dépouillement manuel de mercredi pour connaître le vainqueur, et ne se donne pas battu.

L'Institut fédéral électoral (IFE) a demandé aux candidats de ne pas proclamer la victoire tant que l'IFE n'aura pas proclamé un vainqueur. Une annonce officielle de l'IFE était prévue à 23 h, heure locale.

Plus de 71 millions de Mexicains étaient appelés hier à élire leur président pour six ans pour succéder au conservateur Vicente Fox, qui ne pouvait pas se présenter de nouveau.

Le président de l'IFE, Luis Ugalde, a déclaré à la fermeture des bureaux de vote que la journée électorale s'était déroulée de manière « exemplaire » et s'attend à

une abstention de 40 %. Le futur président du Mexique prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre et son principal défi sera la lutte contre la pauvreté, qui touche la moitié des 103 millions de Mexicains, et contre l'insécurité, également au centre des préoccupations.

Une victoire de Lopez Obrador, 52 ans, serait un nouveau succès pour la gauche en Amérique latine, cette fois-ci aux portes des États-Unis. Des gouvernements de gauche ou de centre-gauche sont déjà au pouvoir au Brésil, en Argentine, au Venezuela, en Bolivie, en Uruguay et à Cuba.

### Le président, quel qu'il soit, n'aura pas de majorité parlementaire.

Si Felipe Calderon s'impose, le Parti d'action nationale (PAN) restera au pouvoir après avoir délogé il y a six ans de la présidence le PRI, qui a dirigé le pays de 1929 à 2000.

Lopez Obrador, candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), promet de mettre fin aux privilèges des nantis, de diminuer les salaires des hauts fonctionnaires et de relancer l'économie par une politique de grands travaux dans l'ensemble du pays.

Il se présente comme un homme proche du peuple et veut incarner une solution de rechange aux récents gouvernements qui, selon lui, ont favorisé l'enrichissement d'une minorité au détriment des classes défavorisées.

Populaire maire de Mexico de 2000 à

2005, Lopez Obrador promet d'étendre à l'ensemble du Mexique l'aide mensuelle de 78 \$ CAN accordée aux personnes âgées de plus de 70 ans, aux handicapés et aux mères-célibataires qu'il a introduite dans la capitale.

Le candidat du parti au pouvoir Felipe Calderon, 43 ans, plaide pour « un changement, dans la continuité » de son prédécesseur, qui a lancé un processus de démocratisation et qui laisse le pays avec une économie stable, de bons indicateurs économiques, mais des inégalités criantes.

Calderon, ancien ministre de l'Énergie et soutenu par les milieux d'affaires, veut être le « président de l'emploi » et assainir les finances de Pemex, la compagnie pétrolière publique, qui produit actuellement 3,4 millions de barils par jour (cinquième producteur mondial) et représente plus du tiers du budget national.

À la mairie de Mexico, le candidat du PRD Marcelo Ebrard, un Mexicain d'origine française, s'est largement imposé comme prévu.

Le PAN a conservé hier les deux postes de gouverneur des États de Jalisco (ouest) et Guanajuato (centre). Dans un troisième État, Morelos, le résultat est serré entre PAN et PRD.

Pour la chambre des députés, les projections de Televisa donne une majorité relative de 35 % au PAN, devant le PRD avec 31 %, le PRI avec 28 %, le Parti de la nouvelle alliance avec 5 % et Alternative social démocrate avec 1 %.

Le PRI perd son statut de premier parti du pays.

Le président quel qu'il soit n'aura pas de majorité parlementaire.

# L'Irak demande l'extradition de la femme et d'une fille de Saddam

JAY DESHMUKH  
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — L'Irak a demandé hier l'extradition de la fille aînée et de la femme du président déchu Saddam Hussein, dont les noms figurent sur une nouvelle liste de 41 personnes recherchées pour leur implication présumée dans les violences qui secouent le pays.

« Ces personnes sont responsables de

### Le gouvernement irakien met l'accent sur la chasse aux anciens baassistes.

la plupart des attentats et des meurtres perpétrés aveuglément contre le peuple irakien et sont à l'origine de la guerre confessionnelle entre les sunnites et les chiïtes », a déclaré à la presse le conseiller à la sécurité nationale, Mouaffak al-Roubaye.

La liste révèle que les Irakiens, contrairement aux Américains, recherchent avant tout d'anciens baassistes. Une prime de 10 millions de dollars est proposée pour Ezzat Ibrahim al-Douri, numé-

ro 2 du régime déchu et qui figure à la tête de la liste, contre seulement 50 000 \$ pour le nouveau chef d'Al-Qaeda en Irak, Abou Hamza al-Mouhajer.

Les États-Unis avaient offert vendredi 5 millions de dollars pour la capture de l'Égyptien Abou al-Masri, qui serait en réalité Abou Hamza al-Mouhajer. « Les pays voisins doivent aider l'Irak et lui remettre ces terroristes » qui vivent chez eux, a déclaré M. Roubaye.

Réagissant à la publication des noms de l'épouse et de la fille de Saddam Hussein sur cette liste, le principal avocat du président déchu, Khalil Doulaïmi, a déclaré à l'AFP à Amman que « ces accusations n'avaient aucun fondement juridique ».

L'épouse de Saddam Hussein, Sajida, réside au Qatar et sa fille Raghad en Jordanie, dont le premier ministre Maarouf Bakhit a affirmé qu'elle était « l'invitée des hachémites (famille royale jordanienne) et sous leur protection ».

Sur la liste figurent de nombreux responsables de l'ancien régime qui étaient déjà sur la liste « jeu de cartes » des 55 personnes les plus recherchées par les États-Unis et qui n'ont pas encore été

arrêtées.

Un autre Irakien qui figure sur cette liste, Moudher Abdel Karim Dhiab Abed al-Kharbit, réfugié en Syrie, a affirmé hier à l'AFP n'avoir rien à se reprocher et être « victime d'un jeu politique ».

Selon la liste, M. Kharbit finance la guérilla dans la province rebelle d'Al-Anbar (ouest) et est accusé d'être impliqué dans le scandale « pétrole contre nourriture » de l'ONU. Une récompense de 50 000 \$ US est prévue pour sa capture.

Au niveau politique, le principal groupe d'Arabes sunnites au Parlement a annoncé la suspension de sa participation aux travaux de l'Assemblée pour protester contre l'enlèvement de l'une de ses membres.

« Nous avons décidé de suspendre notre participation jusqu'à la libération de Taysir » Najah Awad al-Machhadani, a annoncé le président du groupe, Adnane al-Doulaïmi, chef du Front de la Concorde nationale qui a 44 députés au Parlement (275 sièges).

M<sup>me</sup> Machhadani a été enlevée samedi avec huit de ses gardes par des hommes armés dans le nord de Bagdad où elle revenait de sa ville, Ghalibiyah, à 35 km au nord de la capitale.

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

**LA PRESSE**

# FORUM

## ÉDITORIAUX

# La victoire d'un chauffeur



mroy@lapresse.ca  
**MARIO ROY**

S'ouvre à Paris, aujourd'hui, le procès de six anciens détenus français de Guantanamo, la prison américaine devenue le symbole des dérives de l'administration Bush depuis septembre 2001. Ils sont grosso modo accusés de complot terroriste... et seront jugés en parfaite conformité avec le droit criminel « normal », devant un tribunal « normal » lui aussi.

Aux États-Unis, tant Zacarias Moussaoui, lié au massacre du 11 septembre, qu'Ahmed Ressam, le terroriste du millénaire, ont depuis un an été jugés et condamnés par des tribunaux réguliers.

Tout cela peut servir à prouver « que ceux qui commettent des actes terroristes peuvent être jugés dans une cour publique », a précisément remarqué Thomas Hillier, l'avocat de Ressam.

Ce qui est rigoureusement exact.



La Cour suprême des États-Unis vient de déclarer illégaux les tribunaux d'exception constitués par le pouvoir exécutif dans le but de juger les terroristes présumés de la nébuleuse d'Al-Qaeda. Notamment ceux placés en détention, en dehors des règles du droit, à la base de Guantanamo, où logent toujours plus de 440 détenus.

C'était un jugement attendu, qui assène un dur coup, juridique et psychologique, à la Maison-Blanche. Mais il constitue aussi une démonstration de la puissance du système d'autocorrection américain. Lequel, précisément dans les cas de dérive du pouvoir (du sénateur Joseph McCarthy à Ri-

chard Nixon), a toujours été en mesure de stopper, dans des délais fort brefs à l'échelle de l'histoire, la course au pire.

De fait, à la fin de son second mandat, George W. Bush se retirera, peut-être pas dans le déshonneur comme ce fut le cas de McCarthy et de Nixon. Mais certainement en devant constater que ses deux grandes erreurs, celle d'avoir déclaré la guerre au dictateur de Bagdad et celle d'avoir sacrifié injustement le droit dans une juste lutte contre le terrorisme, auront lourdement entaché sa présidence.

La presse de son pays — que l'administration Bush déteste d'ailleurs cordialement — a fait le travail en ce qui concerne l'Irak, dévoilant les errements et les scandales, retournant définitivement l'opinion publique. Le plus haut tribunal de sa nation rend maintenant un jugement qui réaffirme la prépondérance du droit dans cette situation inédite née en même temps que le XXI<sup>e</sup> siècle : celle d'une guerre non déclarée, sans uniformes, sans base étatique, sans fronts ni tranchées, sans objectif stratégique autre que la guerre elle-même, menée par la terreur de masse.

De sorte que l'on ne saurait sous-estimer la portée historique de cette décision rendue, ce qui ne manque pas de sel, en appui aux arguments de l'ancien chauffeur d'Oussama ben Laden !

Samedi et hier, le ministre de la Justice, Alberto Gonzales, ainsi que plusieurs sénateurs ont exprimé l'intention de débloquent l'impasse juridique créée par la Cour suprême. Il faudra voir si l'entêtement l'emportera : le président a quant à lui l'intention d'« aller de l'avant avec les tribunaux militaires d'exception ».

Ou si, en songeant précisément au jugement de l'histoire et sans sous-estimer les difficultés inhérentes à la situation actuelle, les États-Unis sauront dorénavant concilier la sécurité et le droit.

# Faut que ça roule



nathalie.collard@lapresse.ca  
**NATHALIE COLLARD**

Les cyclistes montréalais devraient-ils être plus revendicateurs pour faire avancer leur cause ? Devraient-ils se montrer plus combatifs pour obtenir un réseau de pistes cyclables digne de ce nom ? Il n'y a plus d'autre issue lorsqu'on constate la vitesse de torsion à laquelle se développent les voies réservées aux vélos vers le centre-ville de Montréal, pour ne nommer que cet exemple. À vrai dire, il y a des bambins de deux ans et demi qui pédalent plus vite sur leur vélo à quatre roues que l'administration Tremblay dans ce dossier.

Pourtant, comme l'a démontré *La Presse*, ce ne sont pas les bonnes intentions qui manquent au bureau du maire. Depuis 2001, Gérard Tremblay n'a pas cessé de réitérer sa foi dans le vélo et des membres de son administration ont promis à maintes reprises un accès vers le centre-ville. Or depuis 2001, le réseau ne s'est étendu que de 30 kilomètres !

Le projet le plus pressant — l'ouverture d'une piste cyclable qui emprunterait la rue Maison-Neuve entre les rues Berri et Green, à Westmount — faisait pourtant partie du Plan d'accessibilité et de mobilité à vélo au centre-ville présenté l'an dernier. Or les travaux ne débiteront pas avant l'été prochain.

La Ville affirme également que le plan de transport qui sera présenté l'automne prochain réservera une belle part au transport à vélo. Encore de belles promesses ? Le vélo serait-il comme le

jazz à Montréal ? On le célèbre une fois par année (la Féria du vélo) mais on a tendance à le négliger le reste du temps.

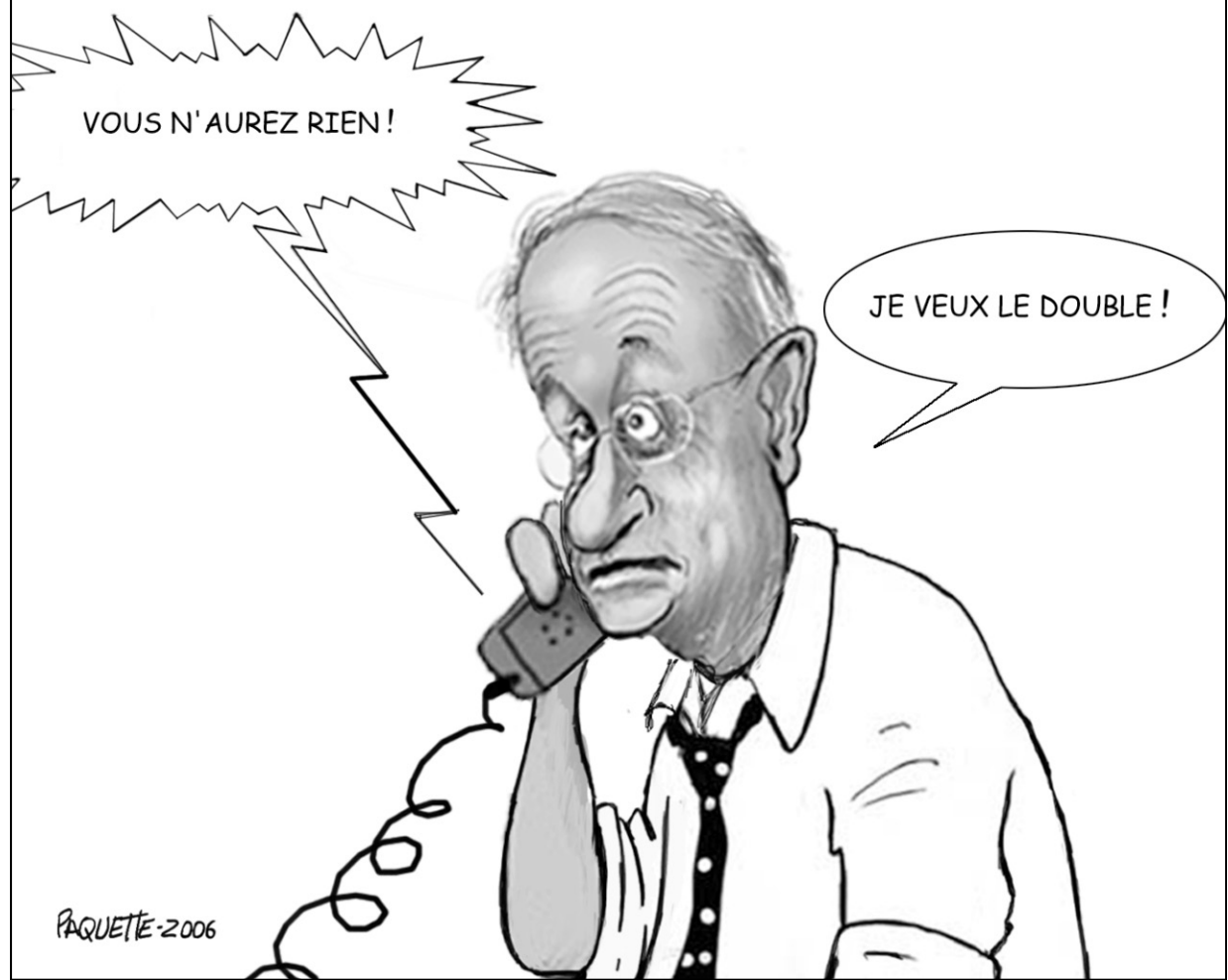
En attendant, la Ville se contente d'entretenir le réseau, d'améliorer sa sécurité et d'aménager de petits tronçons réservés aux vélos à gauche et à droite, ce qu'elle appelle « améliorer le confort des cyclistes ». Ainsi, en 2005, on a aménagé quelques petits bouts de piste sur le Plateau Mont-Royal. En 2006, on prévoit ouvrir encore quelques pistes, dont une rue McGill, dans le Quartier international, lorsque les travaux de réfection seront achevés.

Pendant ce temps, à Toronto, les cyclistes roulent sur une voie cyclable aménagée sur Bay Street, une artère plus habituée à voir rouler des Mercedes et des BMW que des Norco et des Marinoni.

Il semble que certains fonctionnaires de l'administration municipale soient particulièrement récalcitrants lorsqu'il est question de faciliter la vie des Montréalais qui se déplacent sur deux roues. À entendre le responsable de l'aménagement urbain et du transport collectif, André Lavalée, décrire le long processus qui a mené à une entente entre résidents, commerçants et le service des travaux publics sur l'aménagement d'une voie cyclable rue McGill, entre de la Commune et la place Victoria, on comprend que les mentalités n'évoluent pas à la même vitesse à la Ville.

Le maire Tremblay n'aura donc pas le choix. S'il veut vraiment que son administration soit reconnue pour avoir priorisé le dossier du vélo à Montréal, il devra se montrer encore plus ferme et encore plus convaincu. On l'a vu lors de la FINA et du Grand Prix, lorsque Gérard Tremblay veut quelque chose, il l'obtient. S'il souhaite réellement faire de Montréal une ville de vélo, aucune excuse ne devrait le freiner.

## Déséquilibre fiscal Audet veut « pas mal plus d'argent »



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

### RÉPLIQUE

# D'abord la diversité

## Téléfilm Canada travaille à trouver des solutions au manque de ressources financières qui l'empêchent de soutenir davantage des projets comme ceux de Denys Arcand

WAYNE CLARKSON



L'auteur est directeur général de Téléfilm Canada.

Certains médias, dont *La Presse*, ont critiqué la décision de Télé-

film Canada de ne pas accorder au prochain film de Denys Arcand, *L'Âge des ténèbres*, le plein montant financier demandé par sa compagnie de production, Cinémaginaire.

Je tiens d'abord à préciser que l'historique de l'appui de Téléfilm à Cinémaginaire et à Denys Arcand démontre que nous reconnaissons leur valeur et leur performance.

Depuis la création du Fonds du long métrage du Canada (FLMC) en 2001, la Société a accordé 19 millions de dollars aux projets de langue française de Cinémaginaire. L'entreprise a reçu cet appui par l'entremise des deux volets du Fonds, soit le volet performance (80 %) et le volet sélectif (20 %). *L'Odyssée d'Alice Tremblay*, *Aurore*, *Maurice Richard*, *Les Invasions barbares* et *Ma vie en cinémascope* font partie des longs métrages de Cinémaginaire que nous avons appuyés.

Téléfilm a aussi accordé sept millions de dollars à l'entreprise de Madame Robert pour des longs métrages en anglais, pour un total de 26 millions de dollars en cinq ans.

Il faut rappeler que le principe de l'appui de Téléfilm par l'entremise du volet sélectif est fondé sur la volonté de préserver une diversité de voix, de sujets et de genres. Les projets sont comparés entre eux selon divers critères dont le contenu, le niveau d'at-

trait pour le marché et les sources de financement auxquels le producteur peut avoir accès, comme Cinémaginaire avec son enveloppe à la performance et sa notoriété sur la scène internationale.

Ces critères déterminent non seulement l'appui de Téléfilm mais aussi le niveau de financement accordé aux projets acceptés. Le volet sélectif assure un équilibre des investissements de Téléfilm entre des projets prometteurs. Jusqu'à maintenant, ce principe a eu un impact positif sur la vitalité du cinéma québécois. Le problème n'est pas le processus mais une réalité financière de plus en plus difficile. Le budget du FLMC stagne alors que le nombre de productions et les devis de production ne cessent d'augmenter.

Au cours de la récente ronde de décisions, Téléfilm a reçu 32 pro-

**La solution aux défis actuels du cinéma de langue française au pays dépend de bonnes politiques, de ressources adéquates, et aussi de la contribution et de l'esprit d'innovation de tous ses partenaires actuels et potentiels.**

jets en français pour des demandes totales de 52 millions de dollars. La Société disposait pour cette phase d'une somme de quatre millions de dollars. Compte tenu des ressources financières limitées et selon les critères du volet sélectif que j'ai mentionnés, nous avons décidé d'accorder 2,1 millions de dollars à *L'Âge des ténèbres* et 1,4 million de dollars à *Contre toute espérance*, de Bernard

Émond, le réalisateur à succès de *La Neuvaïne*. Nous avons également financé trois autres films en français à petit budget. Voilà pour la diversité et l'équité au sein de l'industrie.

Est-il normal que Téléfilm ne puisse pas appuyer davantage Denys Arcand et doive refuser des projets de réalisateurs comme Robert Lepage, Robert Morin, Louis Bélanger, Francis Leclerc ou Charles Binamé ? La réponse est non.

Nous travaillons à des solutions. Il est certain que le maintien du volume de production est prioritaire en français. Les groupes de travail sur le FLMC que Téléfilm a mis sur pied sont en bonne voie de recentrer les stratégies et principes directeurs de la Société en fonction des défis propres à chacun des marchés linguistiques.

Téléfilm a regroupé récemment les programmes qui peuvent avoir un impact positif sur le développement de l'industrie. L'une des solutions au manque de ressources financières est d'augmenter les ventes à l'étranger. Téléfilm y travaille en raffinant son appui aux entreprises dans les festivals et les marchés internationaux et par des initiatives comme le programme de projections de films Perspectives-Canada qui a eu de très bonnes retombées à Cannes.

Une autre solution pourra venir de partenariats publics-privés. Cette volonté de partenariat est au cœur du nouveau plan d'entreprise de Téléfilm.

Bien sûr, nous aimerions tous que le gouvernement injecte des fonds additionnels pour soutenir une industrie qui a un impact culturel et économique considérable. Téléfilm a signifié à maintes reprises la nécessité de ressources adéquates et rencontrera la ministre du Patrimoine canadien à cet effet. Nous collaborerons également avec l'industrie et le ministère pour que le renouvellement du Fonds du long métrage du Canada en 2007-2008 permette la croissance continue de notre cinéma.

La solution aux défis actuels du cinéma de langue française au pays dépend de bonnes politiques, de ressources adéquates, mais aussi de la contribution et de l'esprit d'innovation de tous ses partenaires actuels et potentiels.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
 carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

## SUITES DE LA UNE

## Un club de golf de Laval pris en défaut

## GOLF

suite de la page A1

Dans une lettre datée du 13 juin, Valérie Ménard, avocate et fille du président de la Banque de Montréal au Québec, Jacques Ménard, refuse de cautionner une telle situation. Elle affirme qu'il s'agit de discrimination en contre-venant avec la Charte québécoise et somme les administrateurs d'y remédier, faute de quoi elle portera plainte à la Commission des droits de la personne.

Le club aurait reçu d'autres lettres de la même nature, mais l'information n'a pu être confirmée. M<sup>e</sup> Ménard se refuse à tout commentaire.

Joint à sa résidence, le président du conseil, Ronald Corey, a pour sa part préféré calmer le jeu : « Il n'y a aucun problème », a-t-il répété à plusieurs reprises.

L'ancien président du Club Canadien de Montréal est à la tête du conseil d'administration depuis janvier. Il a indiqué que des changements seront effectués prochainement dans le chalet et que la vocation du Café des messieurs « pourrait en faire partie ». Il a refusé de donner plus de détails. « Nous sommes un club privé », a-t-il rappelé.

Les femmes disposent elles aussi d'un salon exclusif, a par ailleurs souligné M. Corey.

Vérification faite, la salle en question n'est réservée aux femmes qu'entre 8 h et 17 h, en semaine. El-



Une membre du très sélect club de golf Laval-sur-le-Lac a fait parvenir une mise en demeure au conseil d'administration lui demandant de lever l'interdiction d'accès au Café des messieurs, pratique qui contrevient, selon elle, à la Charte québécoise des droits de la personne.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

le est mixte le reste du temps. Beaucoup plus petite, elle ne dispose d'aucun bar, d'aucune télévision ni point de service.

## Des précédents

Ce n'est pas la première fois que l'intégration des femmes au golf fait des flammèches au Québec.

Au début des années 90, des

plaintes avaient été déposées à la Commission des droits de la personne contre le Club de golf Beaconsfield, à Montréal, au sujet des heures de départ et des aires réservées, jugées discriminatoires envers les femmes. Peu de temps après, ces aires avaient été ouvertes aux deux sexes, et les heures de départ convoitées, offertes aussi aux femmes,

qui n'y avaient jusque-là pas accès.

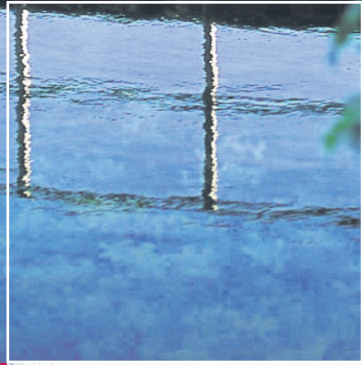
Depuis, d'autres clubs privés ont fait de même. En 1999, le Royal Montréal a ouvert son « 19<sup>e</sup> trou » aux femmes. « Ce n'est que justice, croit aujourd'hui Patricia Waters, présidente de l'association des golfeuses du club. Il serait d'ailleurs surprenant qu'une telle pratique survive à la nouvelle génération. »

## La Montérégie

### Une région d'escapades

3 thématiques  
60 sites touristiques

- Escapades culturelles
- Escapades naturelles
- Escapades sensorielles



Que vous soyez amateurs de plein air, adeptes de culture ou amateurs d'aventures et de découvertes, c'est plus d'une quarantaine d'activités que vous suggère la Montérégie pour vos escapades estivales.

Montérégie



Tourisme et congrès

Une collaboration de :



Parcs Canada Parks Canada



Parc national du Mont-Saint-Bruno  
Conserv. Protéger. Découvrir.

Parc national des Îles-de-Boucherville  
Conserv. Protéger. Découvrir.

et



Théâtre de la Dame de Coeur



Procurez-vous notre brochure de promotion

1 866 469-0069 ■ www.tourisme-monteregie.qc.ca

## Le Hamas dans le collimateur d'Israël

## HAMAS

suite de la page A1

« Nous ferons tout, je dis bien tout, pour libérer le soldat (...) Je le répète : personne ne sera épargné », a insisté M. Olmert.

Le vice-premier ministre israélien, Shimon Peres, a déclaré dans un entretien sur CNN que les ministres du Hamas arrêtés ces derniers jours seraient jugés pour participation à des actes terroristes.

« Ils étaient des responsables gouvernementaux et ils se sont ensuite associés à des actes terroristes. Ils seront jugés et soumis à une procédure criminelle (...) et accusés de participation et de soutien à des actes terroristes contre un gouvernement civil. Les tribunaux décideront », a affirmé M. Peres.

Le service de sécurité intérieure israélien Shin Beth, dont le chef, Yuval Diskin, a envisagé que la crise puisse durer plusieurs mois, a annoncé avoir déjoué en juin une première tentative d'enlèvement et d'assassinat d'un soldat par les Comités de la résistance populaire, l'un des groupes qui, avec le bras armé du Hamas, ont revendiqué la capture du soldat Gilad Shalit. Le père de ce dernier, Noam Shalit, qui a la nationalité française, a appelé le président Jacques Chirac et son premier ministre, Dominique de Villepin, à poursuivre leurs efforts pour la libération de son fils.

Quant à la médiation, « les efforts se poursuivent, mais pour l'instant en vain. Nous sommes proches de l'impasse », a déclaré Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, après un entretien entre M. Abbas et un émissaire des Nations unies, Alvaro de Soto, à Gaza. « Les prochaines heures seront cruciales. Toutes les parties ont la responsabilité de trouver une solution pacifique », a-t-il poursuivi.

Les fournitures de carburants ont repris ainsi que les livraisons de vivres dans la bande de Gaza, bouclée depuis le début de l'offensive israélienne, tandis qu'Ehud Olmert affirmait qu'Israël ferait « tout son possible » pour éviter une crise humanitaire.

M. Olmert a également estimé que la « clé pour résoudre la crise » se trouvait en Syrie, où se seraient réfugiés plusieurs responsables de groupes palestiniens, dont le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal. « Les directives et les ordres pour commettre des actions terroristes proviennent de là », a déclaré M. Olmert par téléphone à la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice.

Par ailleurs, trois Palestiniens armés ont été tués par l'armée israélienne alors qu'ils s'approchaient de soldats postés près de l'aéroport de Dahaniya, dans le sud de la bande de Gaza. Selon une porte-parole de l'armée, deux d'entre eux portaient des ceintures d'explosifs.

Enfin, cinq autres Palestiniens ont été blessés, dont un grièvement, lors d'une opération menée à Naplouse, en Cisjordanie, par l'armée israélienne pour arrêter un activiste des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

## Davie: les employés acceptent les offres

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Un pas de plus vers l'achat du chantier maritime Davie par Teco Management a été franchi, hier, lorsque les 400 employés affiliés à la CSN ont accepté les offres patronales à plus de 95 %.

Le salaire des employés serait gelé au cours de la première année suivant l'achat du chantier maritime par Teco. Ensuite, les salariés bénéficieraient d'une augmentation annuelle de 2 % jusqu'en 2011. Un régime de retraite similaire à celui actuellement en vigueur pourrait être maintenu. Si la transaction entre la norvégienne Teco Management et le syndicat de faillite Van Houtte est conclue, les activités du chantier pourraient reprendre dès le mois de novembre. La firme norvégienne a bon espoir de faire construire à Lévis cinq plateformes de forage, au coût de 750 millions au cours des prochaines années. Le nombre d'emplois pourrait passer à plus de 2000 pour la réalisation de ces travaux.